

République Algérienne Démocratique et Populaire

Université Abderrahmane MIRA - Bejaia -

Département de Langue et Culture Amazigh

Spécialité : Anthropologie du monde Amazigh

Thème :

**Ali Gherbi, engagement politique,
récit d'un militant**

Réalisé par :

- ✓ Slimani Mohamed
- ✓ Ait Haddad Adel

Encadré par :

M^r.Oulidfella Abdenour

Promotion : 217/2018

Le plan de travail

Introduction Générale..... 1

Chapitre I : Partie Méthodologique.

1. Présentation de sujet	3
1.1. Le choix de sujet	4
A. Les raisons objective	4
B. Les raisons subjective	5
1.2. Problématique	5
1.3. Cadre conceptuel de la recherche	7
2. Dispositif d'enquête	12
2.1. Les techniques de recherche	12
A. Les recueils de document	12
B. Le récit de vie	13
2.2. Méthodes d'analyse.....	13
A. La méthode descriptive.....	13
B. La méthode biographique	13

Chapitre II : Partie théorique.

Introduction.....	14
1. Définition de carrière militante.....	14
2. Aperçu historique sur le mouvement identitaire Berbère en Algérien postcolonial de 1963 à 1963	16
3. Introduction au mouvement protestataire, le mouvement associatif et les dualités politique en Kabylie	16
3.1 Printemps berbère 1980 : première protestation collective en Algérie.....	16
3.1. A. Les actions et mode d'organisation du mouvement 1980	16
3.1. B Le mouvement du printemps berbère : le point de départ vers l'expression publique.....	18
3.2. Le multipartisme et ses impacts sur la Kabylie	19

4. Mouvement citoyen du 2001	20
4.1. L'aspect socio-économique des revendications	20
4.2. L'ouverture d'une parenthèse à l'action radicale.....	21
5. le mouvement associatif	22
5. 1. Le rapport du mouvement associatif avec l'Etat et la politique.....	22
5.2. Les comités du village.....	24
Conclusion.....	25

Chapitre III :

1. Trajectoire biographique	27
1.1 Naissance et milieu familial	27
1.2. La scolarité	27
1.3. Son implication dans le scoutisme, et Sa tendance de militantisme berbère.....	28
1.4. Socialisation religieuse	28
1.5. Sa fonction	28
2. L'initiation au militantisme	29
3. Le début de militantisme et de l'engagement en action.....	31
4. L'affaire des poseurs de bombes en 1976	31
5. La création de Mouvement de Culture Berbère MCB	32
6. L'activité politique du FFS, et son opinion vers le mouvement de 1980.....	32
7. Les activités militantisme avant et après le mouvement de 1980.....	33
8. La tendance Politique d'Ali Gherbi	33
9. Les évènements de 1981.....	34
10. Le mouvement d'octobre 1988, et la mise en place de la nouvelle constitution en 1989.....	35
11. Le boycott scolaire de 1994 (La grève de cartable).....	36

12. L'enlèvement de Matoub Lounès.....	36
13. L'assassinat de Matoub Lounes	36
Conclusion.....	37
Chapitre IV :	
Introduction.....	38
1. De 1998 à 2001 : Le mépris des autorités.....	38
2. Le choix du lieu de la réunion	39
3. Le déroulement de la réunion d'El-Kseur le 11 juin 2001	40
4. La rédaction de la plate forme (15 points de revendications)	40
5. La formulation des revendications	41
6. La préparation technique de la marche du 14 juin 2001	41
7. La construction de la marche	42
8. Le déroulement de la marche, 14 juin 2001	42
9. Les conséquences de l'échec de la marche du 14 juin 2001	43
10. L'arouch taiwan et l'Arouch légitime	44
11. Les dialoguistes, et les non-dialoguistes	46
12. Relation du mouvement citoyen avec l'étranger	50
Conclusion.....	51
Conclusion Générale.....	53

Remerciement

“ Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont contribué au succès de notre travail et qui nous a aidée lors de la rédaction de ce mémoire.

Nous voudrions dans un premier temps remercier, notre encadreur de mémoire Mr OuledFella Abdnour, pour sa patience, sa disponibilité et surtout ses judicieux conseils, qui ont contribué à alimenter notre réflexion.

Nous remercions également toute l'équipe pédagogique de l'Université de Béjaia et les intervenants professionnels responsables de ma formation, pour avoir assuré la partie théorique de celle-ci.

Enfin nous tenons à remercier monsieur Ali Gherbi, qui nous a honoré de nous exposer son parcours de militantisme, pour pouvoir arrivé a rédigé la partie pratique de notre mémoire.

Dédicace

Je dédier ce travail :

- A mes chers parents, pour tous leurs sacrifices, leur amour, leur tendresse, leur soutien et leurs prières tout au long de mes études,
- A mes chères sœurs et frère pour leurs encouragements permanents, et leur soutien moral,
- A toute ma famille pour leur soutien tout au long de mon parcours universitaire,

Que ce travail soit l'accomplissement de vos vœux tant allégués, et le fruit de votre soutien infailible,

Merci d'être toujours là pour moi.

Introduction générale

Introduction Générale :

Les études sociologiques qui s'intéressent aux mouvements sociaux dans le monde se considèrent parmi les études les plus amples dans le champ de savoir sociologique, parce que elles sont importantes pour comprendre les transformations sociales et politiques des sociétés que soit mondiale, nationale, ou bien locale ...etc. Des mouvements son nait un peu partout et se sont développés très vite incarnés par des manifestations et des meetings, des grèves et des marche, représenté par des revendications qui expriment la répression des gens et leurs mécontentement de leurs vie social et leurs situation économique.

Notre sujet de recherche porte sur les mouvements sociaux en Algérien poste-coloniale, notamment en Kabylie, de point de vu d'un acteur social : qui peut être « *individu qui réalise des actions à travers sa trajectoire de vie, joue un rôle, remplit des fonctions, selon des motivations et pour qui lui sont tout ou en partie personnelle*¹ » Autrement dit, il s'agit de notre étude de mettre en valeur scientifique le parcours de vie d'un l'acteur, sa socialisation, ses actions politiques, sa militance pour la démocratie, son militantisme pour l'identité, etc.

Dans notre recherche alors, nous allons essayer de retracer, dans une approche anthropologique, le parcours de vie d'un homme en insistant sur une construction d'un portrait sociologique, d'acteur social, appelé Ali Gherbi, ayant un statut et une position sociale dans la société dont il a joué un rôle social d'un acteur « *qui agit selon ses propres desseins et ses propres motivations, il est aussi celui qui joue un rôle dans une organisation*² ».

Notre approche s'inscrit dans « *l'individualisme méthodologique, et toutes les théories de l'action rationnelle, qui font l'économie d'un raisonnement sociologique sur la socialisation de l'acteur*³ », C'est-à-dire nous ne pouvons pas comprendre le présent engagement de l'acteur pour une cause et son désengagement dans une autre qu'on étudie progressivement sa trajectoire depuis son enfance incarné par l'action.

¹ Dictionnaire de sociologie, le Robert, Seuil, Paris, 1999, p03.

² Ibid. p 03.

³ Bernard LAHIRE, *Portraits sociologiques Dispositions et variations individuelles*, Armand Colin, Paris, 2005, p10.

Et pour parvenir tous ces aspects d'une façon méthodologique et théorique il nous fallut deviser notre travail en chapitres :

Le 1^{er} chapitre représente la méthodologie d'étude, comme tous les projets de recherche de suivre les démarches intéressantes de définir l'intitulé de travail, présenter la problématique, les théories et le cadre conceptuel de la recherche, ainsi la méthode suivis.

Le 2eme chapitre représente le chapitre théorique, il est personnalisé pour définir la notion de la carrière militante et donner un aperçu sur les mouvements les plus marquant dans la Kabylie surtout, puisque notre projet de recherche base sur la trajectoire d'un acteur qui a été l'un des membres influent dans les mouvements naît en Kabylie.

Enfin nous avons alloué deux chapitres à partir desquels nous essayeront de monter la dimension publique d'Ali Gherbi et aborder toutes ses actions et ses positions politiques durant sa carrière de militantisme, et rendre compte de sens du portrait sociologique de cet acteur.

Chapitre I: partie méthodologique

Chapitre I : Partie Méthodologique.

Présentation de sujet :

L'intitulé de ce travail porte sur l'engagement militant d'un acteur politique qui a été un membre actif durant le « mouvement citoyen » de 2001 en Kabylie, qui est Ali Gherbi. Nous allons essayer de faire une étude à la fois sociologique et anthropologique, qui s'inscrit dans la sociologie des acteurs et des mouvements sociaux. Autrement dit, il s'agit dans notre étude de retracer soigneusement sa trajectoire militante, à savoir son engagement politique à travers les actions qu'il a menées notamment pour le combat et la reconnaissance de l'identité amazighe.

Une étude basée sur une description intense qui a comme objet de retracer et d'expliquer le parcours militant d'Ali Gherbi ; sa trajectoire biographique, son engagement politique. Nous allons expliquer son engagement dans le mouvement revendicatif du soulèvement citoyen de 2001, dont il a été l'un des membres actifs des « Arouch »⁴. Il s'agit de s'interroger sur les motivations de son engagement, les configurations de sens qu'il fabrique sur ses actions dans ce mouvement et les conflits qui l'opposent à d'autres acteurs tant au dedans qu'au dehors.

Plusieurs mouvements protestataires sont survenus en Algérie postcoloniale, chacun avec ses dimensions, que soit politique, social ou économique ...etc. La Kabylie comme étant une région connue par sa résistance militaire durant la guerre de libération nationale, ainsi par la conscience politique des Kabyles incarnées par le courant nationaliste radical du PPA-MTLD⁵.

Après l'indépendance, la Kabylie était un espace d'émergence des mouvements revendicatifs en Algérie, centrés surtout sur des revendications identitaires, les kabyles ont participés et même étaient acteurs influents de la plus part de ses mouvements.

⁴ L'âarch (pluriel *laârach* en berbère) de Kabylie, tel qu'il est utilisé depuis 2001, renvoie donc à un critère d'appartenance géographique au sens moderne du terme. C'est à dire à un ensemble de communes d'un espace géographique homogène.

⁵ MOHAMED Brahim Salhi, « *Le local en contestation : citoyenneté en construction. Le cas de la Kabylie* », *Insaniyat / إنسانيات*, 16 | 2002, mis en ligne le 10 juillet 2012, consulté le 28 mai 2014.

Le mouvement le plus marquant en Kabylie et surtout en Algérie du point de vue organisationnelle et revendicatif c'était le printemps berbère 1980.

« Dans le processus de notre socialisation politique nous avons toujours considéré que le mouvement du Printemps Berbère est un repère historique important, un symbole pour les luttes démocratiques et la revendication du pluralisme culturel et linguistique en Algérie. »⁶

A l'instar de ce mouvement les Algériens ont brisés la barrière de la peur, et l'idée de l'état puissant et invincible, que l'ex président Houari Boumediene avait marginalisé et même interdit toutes les possibilités d'exiger le pluralisme linguistique et même politique et associatif et surtout identitaire.

C'est à partir le mouvement de 1980 lance un nouveau souffle aux Algériens de faire face à cette force et revendiquer ses droits, et cela est bien apparu lors des soulèvements d'octobre 1988, en suite un ensemble de tragédies et mouvements survenus dans le pays jusqu'à la naissance d'un mouvement revendicatif que l'Algérie n'a vécue depuis son indépendance, qui était celui de 2001.

Notre intérêt dans ce travail sera porté à l'analyse de l'engagement d'Ali Gherbi pendant tous ces mouvements et les changements vécus en Algérie, et d'essayer de reconstituer les motivations et les conditions dans lesquelles s'est effectué cet engagement militant.

1-1 Le choix de sujet :

Notre intention de travailler sur l'engagement militant d'Ali Gherbi, notamment en 2001, où il a été parmi les membres influent dans la gestion politique et organisationnelle d'un mouvement exprimé dans une plate-forme constituée de 15 points lors d'une fameuse réunion de 11 juin 2001.

Notre choix est motivé par plusieurs raisons, objectives et subjectives, que nous résumons dans les points suivants :

A/ Les raisons objectives :

Dans ce travail on va essayer d'exploité tous les acquis scientifiques durant notre formation en anthropologie, et appliquer les théories et les méthodes liées à un travail

⁶ BELHIMER Ouidir, *Approche anthropologique de l'engagement militant des acteurs du Printemps Berbère de 1980*, université de Tizi ouzou.

anthropologique. Un ensemble d'articles, ouvrages ont été consultés pour élaborer la partie théorique et pour cerner le thème et l'itinéraire à suivre durant le pré enquête.

B/ Les raisons subjectif :

En tant que citoyens de la région kabyle attachés à notre langue maternelle, nos traditions et coutumes, et à notre histoire ancestrale que soit nos organisations sociales ou bien résistance de nos ancêtres contre la colonisation. En tant que nous avons vécu le boycott scolaire de 1994, le mouvement lors de l'assassinat de Matoub lounes, la décennie noir qu'a vécu l'Algérie, nous avons aussi vécus le mouvement citoyen de 2001, participé à des marches, et des manifestations, et des meetings. Nous considérons que ce mouvement est un repère historique important en mesure de fonder une nation de droits et de la démocratie, reconnue de ses variétés géographiques et linguistiques. Il est important de préserver de l'oubli et d'éclairer, et de sauvegarder la mémoire tant que les acteurs sont encore là.

1-2 Problématique :

Comme tous les pays du monde l'Algérie a vécue plusieurs mouvements de revendication que se soit des mouvements des travailleurs, féministe ou écologiques estudiantine, identitaire ...etc.⁷

Parmi ces mouvements on peut citer un mouvement de mobilisation d'une ampleur remarquable qui a changé la vision organisationnelle et schématique du système revendicatif en Algérie. Cela a émergé après la conjonction de plusieurs facteurs soit politique ou bien sociaux ou économique qui ont conditionné l'Algérie postcoloniale, commençant par le printemps berbère 1980⁸ et la révolte du 5 octobre 1988 en Algérie qui a été marquée par des manifestations sporadiques et non contrôlées, dans plusieurs villes du pays. En 1989, il y avait la naissance de pluralisme politique en Algérien avec la légalisation des partis politiques dont le Front Islamique du Salut (FIS), qui est considéré comme le premier parti politique islamiste concurrent au FLN⁹. Ce qui a conduit l'Algérie vers des affrontements violents durant « la décennie noir ». C'est durant cette période que des militants berbéristes ont organisé le boycott scolaire de 1994 en Kabylie¹⁰ et qu'il y a eu l'assassinat du chanteur

لرابي سمير, الحركة الشعبية لمنطقة القبائل 2001 من اعمال الشغب الى التنظيم السياسي, جامعة الجزائر 2012 ص 709

⁸ BELHIMERoudir, *Approche anthropologique de l'engagement militant des acteurs du Printemps Berbère de 1980*,

⁹LAHOUARI addi, « *Les partis politiques en Algérie* », Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, 111-112 | 2006. Ed Papier, paris.

¹⁰ ص 63 لرابي سمير

kabyle et symbole de la revendication identitaire berbère, Matoub Lounes, en 1998¹¹. La gestion autoritaire des pouvoirs publics, la domination de la violence politique dans le champs social et politique et les limites et désillusions autour de l'expérience démocratique mise en place au lendemain des événements d'octobre 1988 qui a discrédité les élites politiques et bloqué toute médiation ; constituaient un terrain favorable à l'éclosion de mouvements de contestation quasi insurrectionnels, à l'image de la mobilisation populaire de 2001.

Ces ressources contestataires dont disposent la Kabylie sont le résultat d'accumulation d'expériences de mobilisation et de contestation très anciennes qui font de la Kabylie comme le vrai opposant du régime algérien, et on peut considérer la Kabylie comme le berceau des soulèvements protestataires dans le pays et le lieu de radicalité démocratique face aux régimes successifs.

Les soulèvements populaires en Algérie étaient au début spontané sans aucune direction « *Une jeunesse qui ne semble s'identifier à aucune organisation politique présente sur le terrain* » (Karima Direche-Slimani 2006). Déclenchés par la jeunesse qui vivaient dans des conditions sociales ou économiques amères, Puis représentée par des acteurs organisés et dotés de capital et savoir-faire politique et syndical considérables et qui ont occupés de positions centrales dans la dynamique contestataire, et même devenus des portes paroles des contestataires, à l'image de Ali Gherbi.

Nous intéresserons à l'une de ces figures et acteurs qui ont émergé et conduit ce mouvement de mobilisation en 2001 pour retracer son parcours militant et sa carrière militante et déterminer son empreinte dans la contestation « du printemps noir ».

Notre travail consiste à reconstituer la trame des événements structurants de la mobilisation de 2001 à travers les témoignages de Ali GHERBI, de sa vision et des motivations qui étaient à l'origine de son engagement, de ses liens, d'alliances et de rivalités, avec les différents acteurs et sensibilités qui animaient la dynamique contestataire. De son rôle dans les différentes séquences de la mobilisation, l'élaboration de la plate-forme d'El kseur du 11 juin, de la marche du 14 juin 2001, de la naissance d'une coordination CICB (Comité intercommunale, Bejaïa) et les conflits et rupture avec le comité populaire CPWB (Comité Populaire de la Wilaya de Bejaïa) et de la mise en place d'une coordination inter wilayas, et enfin des différentes étapes de négociations avec des représentants du pouvoir qui ont abouti à la signature d'accord du 15 janvier 2005.

¹¹ SALHI mohamed brahim, « *Le local en contestation : citoyenneté en construction. Le cas de la Kabylie* », Insaniyat / ,2002 | 16.97-55

A partir de la trajectoire de cet acteur, nous essayons d'édifier son portrait sociologique tout en répondant à ces questions :

- Qui est Ali Gherbi, sa situation, son entourage ?
- Quel sont les engagements politiques de Gherbi qui font de lui un acteur social ?

1-3 Cadre conceptuel de la recherche :

Émeutes:

Est une forme de troubles civils qui caractérisent les groupes non organisés critiques de l'autorité en série successive et soudaine et intense violence contre des personnes ou des biens. Souvent, les émeutes se produisent comme une réaction à l'injustice.

Ce n'est pas facile de pouvoir définir la notion émeute à cause des conditions diverses que chacune a ses spécificités différentes. Nous allons baser sur la définition de Didier Saout¹² qui la considère comme une agitation populaire contre l'état en raison de plusieurs facteurs négatifs. D'après Didier Saout « *Les émeutes tirent leur particularité de la brièveté et de la soudaineté de l'irruption dans la rue de la violence, celle des manifestants à laquelle répond celle des forces de " l'ordre ", légitimée par l'état. Comme le montrent les événements de 1965 au Maroc, le Jeudi noir de 1978 en Tunisie, ou Octobre 1988 en Algérie, les émeutes au Maghreb sont marquées d'une symbolique qui imprègne la vie nationale sur la longue durée [...] Produits de la maturation des contradictions qui traversent ces sociétés ; conséquences d'un manque de représentation politique ou exacerbation d'une crise politique ; ou encore résultats d'attentes déçues, de désillusions accumulées et d'un ressentiment croissant devant la perception des injustices. Ces approches croisées abordent des questionnements qui aident à la compréhension des désordres urbains, comme les transformations sociales qui traversent ces sociétés, les contradictions qui les affectent et la forme du quadrillage institutionnel, policier et politique, avant et au cours de ces mises en mouvement¹³ ».*

Mouvement citoyen Arouch :

Mouvement Citoyen est un cadre d'action pour des jeunes et des femmes. L'Objectif du mouvement Citoyen est de bâtir une nouvelle citoyenneté centrée sur les idéaux de

¹² Didier Le Saout est docteur en sciences sociales et politiques, chargé de cours à l'Université Paris 8. Ses recherches portent sur les mouvements sociaux en Europe et en Algérie.

¹³ Le Saout didier, *Les émeutes en perspective*, In *Émeutes et mouvement sociaux au Maghreb, perspective comparée*, ouvrage collectif, Kartala- Institut Maghreb Europe, 1999, pp 09-15, p 13.

démocratie, de responsabilité, de justice, de transparence, de solidarité, de lutte contre la pauvreté et pour un cadre de vie meilleur. Pour impulser une dynamique de citoyenneté active à la base, le Mouvement a l'ambition de s'étendre dans différents quartiers et villages du pays. Le mouvement citoyen propose: des formations, un centre polyvalent, une unité de recherche¹⁴

C'est le même cas en Algérie notamment dans la région de la Kabylie : le berceau du mouvement citoyen de l'Arouch, ce dernier est fondé lors de la réunion du 11 juin 2001, présenté comme porte parole de la contestation, ayant pour but de représenter les revendications des « manifestants » au gouvernement algérien, et pour donner une forme politique et officielle pour la contestation qui a commencé spontanément et chaotique. Karima Direch Slimani a consacré toute une partie pour définir cette nomination Arouch « *La première confusion vient de âarch et de tajmaat, deux termes qui renvoient à une même structure collective. La tajmaat (l'assemblée villageoise), composée, traditionnellement, d'un conseil de plusieurs membres représentant les familles les plus importantes et les plus influentes, désigne par consensus un chef du village, Amoqqrane n'taddart ou alors Lamine. Le 'âarch (la tribu) est le regroupement de plusieurs villages d'une région liés par un ancêtre éponyme et représenté par les assemblées villageoises [...] Le âarch (pluriel laârach en berbère) de Kabylie, tel qu'il est utilisé depuis 2001, renvoie donc à un critère d'appartenance géographique au sens moderne du terme. C'est à dire à un ensemble de communes d'un espace géographique homogène. Chaque village ou unité urbaine est représenté par un comité de village ou par un comité de quartier*¹⁵ »

Camille Lacoste Dujardin a ainsi traité cette notion d'Arouch en expliquant ses références historiques et sa valeur dans la structure sociale et politique des Kabyles. Elle a une relation de la création de ce mouvement citoyen « *En Kabylie, elles regroupent un certain nombre de villages (d'une dizaine à une quarantaine) et leurs membres sont élus par l'ensemble des habitants de la commune [...] Mais, pour structurer leur mouvement de révolte, les jeunes, en ranimant les jemaâs, ont donc choisi de négliger la moderne organisation communale des APC. Et, au-delà des jemaâs, ils ont surtout été tentés par un système d'organisation traditionnelle – de dimension voisine de celle des actuelles APC – qui a eu effectivement quelque réalité dans le passé en regroupant plusieurs villages: ce sont les*

¹⁴ <http://base.afrique-gouvernance.net>, un site de gouvernance en Afrique.

¹⁵ DIRECHE-SLIMANI karima, *le mouvement des âarchs en Algérie : pour une alternative démocratique autonome ?* p 185 à 187.

aârchs ou «tribus»; les jeunes ont même choisi parfois des organisations plus vastes encore sur le terrain, de nouvelles «coordinations d'aârchs ». Il convient d'examiner de près ces anciennes structures auxquelles les jeunes ont choisi de se référer et qu'ils prétendent ranimer, afin d'en apprécier la validité politique dans les circonstances présentes¹⁶»

La nomination d'Arch :

L'Arch, c'est la structure sociale suprême dans le découpage organique de la société Amazigh, il regroupe un ensemble de village, où les kabyles inspirent leur force d'organisation politique et militaire, depuis leurs ancêtres.

Par la suite les organisations elle-même, qui reflètent l'ensemble d'institution moderne telle que les comités de village et les associations de quartier. Qui sont modernisé, donc il y avait un ressourcement inconsciemment le comité de la société civil, cela est venu spontanément puisque cette culture malgré qu'elle n'existe pas sur le terrain, mais elle existe dans la tête de chaque kabyle. Cette « structure nous a beaucoup aidés dans notre combat et donné la grandeur de mouvement¹⁷ ».

Mouvement social :

Entreprise collective visant à établir un nouvel ordre de vie [...] tout mouvement social suppose une mobilisation préalable des acteurs qui composent cette mobilisation n'implique pas nécessairement la création de nouveaux engagements et de nouvelles identités collectives; elle peut également reposer sur la réactivation de loyautés et d'identités déjà constituées¹⁸.

Des individus, ayant en commun d'appartenir à une même catégorie, qui ont une revendication à faire valoir. Ils expriment leurs demandes par des moyens familiers comme la grève, la manifestation, l'occupation d'un bâtiment public¹⁹.

Est une organisation nettement structurée et identifiable, ayant pour but explicite de grouper des membres en vue de défense ou de la promotion de certains objets précis, généralement à connotation sociale²⁰

¹⁶ LACOST-DUJARDIN camille, *Grande Kabylie : Du danger des traductions montagnardes*, La Découverte/ Hérodote 2002, p 133.

¹⁷ Entretien d'Ali Gherbi.

¹⁸ Raymond BOUDON, Philippe BESSARD, Mohamed CHERKAOUI, Bernard Pierre LECUYER, *Dictionnaire de la sociologie*, Op cit, p 159.

¹⁹ Erik NEVEU, *La sociologie des mouvements sociaux*, Ed la Découverte, paris.

²⁰ Gey ROCHER, *introduction à la sociologie générale : le changement social*, HMH, Ltée, 1968, p. 146.

Action :

D'après le dictionnaire Larousse, l'action c'est fais ou faculté d'agir, de manifester sa volonté, en accomplissant quelque chose : être poussé à l'action. Liberté d'action.

Manifestation matérielle ou symbolique d'une volonté individuelle ou collective au sein d'une situation sociale ; action désignant l'activité du sujet individuel, collectif, recouvre l'un des concepts fondamentaux de la sociologie et soulève l'un de ses problèmes essentiels²¹.

Militant, militantisme :

D'après le dictionnaire Larousse, Attitude des militants actifs dans les organisations politiques ou syndicales.

Dans un parti, un syndicat ou une association, le terme désigne un membre actif (opposé à sympathisant et simple adhérent) mais son emploi n'implique pas forcément l'exercice dans responsabilité dans la hiérarchie du groupement²²

Portrait sociologique :

Analyse biographique d'un acteur social, aussi définir les positions et les actions de ce dernier. Le projet visait essentiellement à étudier la variation intra-individuelle des comportements, attitudes, goûts, etc., selon les contextes sociaux²³

Carrière militante :

Notre travail anthropologique s'inscrit dans un cadre de recherche de terrain de mettre en question la vie sociale et politique d'un acteur militant, autrement dit sa trajectoire et carrière de militantisme. Nous allons dans cette partie faire un aperçu sur les écrits qui ont été déjà faite sur la notion de trajectoire et carrière militante.

Au premier lieu **Anne-Sophie** Fournier-Plamondon et **Jules** Racine-Saint-Jacques (2014), dans leurs ouvrage titré « (Re) Constituer la trajectoire », ont définit le terme trajectoire par rapport aux différentes sciences naturelles comme étant « *la notion de trajectoire, bien qu'indissociable de l'objet en mouvement, ne renvoie pas à l'objet sensible en soi, mais bien à*

²¹ Dictionnaire de sociologie, Seuil Robert, Paris, 1999, p04

²² Dictionnaire de sociologie, le Robert, Seuil, Paris, 1999, p.341.

²³ LAHIRE Bernard, *Portraits sociologiques : Dispositions et variations individuelles*, Armand Colin, Paris, 2005. P.17.

l'abstraction que l'intelligence infère à l'observation de son mouvement, la courbe décrite par son mouvement. Elle est une vue de l'esprit, la trace schématisée que laisse cet objet dans l'espace »²⁴.

En suite ils ont donné une définition de la trajectoire dans les sciences humain et sociale comme « *la série, plus ou moins ordonnée, des positions successives occupées par un individu ou un groupe dans un espace social défini. Elle s'inscrit par exemple dans la sociologie bourdieusienne comme un outil essentiel pour décrire l'agent et expliquer ses actions, au même titre que les concepts de champ, de capital, de stratégie et l'habitus »²⁵*

D'autre part **Jean-René Tréanton** (1960), a défini le concept de carrière comme « *séquence même de statut, de rôle, d'honneur, pour autant que la profession (et non pas le talent personnelle ni la famille ni le hasard ni d'autres circonstances) en déterminent la chronologie »²⁶*

Pour **pizzorno** « *la carrière est considérée comme une accumulation d'expérience »²⁷*

On trouve aussi **OLIVIER FILLIEULE** (2001) qui a consacré un article sous titré « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel » dont il a donné une définition de la carrière militante. Pour lui « *la notion de carrière permet de comprendre comment chaque étape de la biographie les attitudes et comportements sont déterminés par les attitudes et comportements passés et conditionnent, à leur tour le champ des possibles, à venir resituant ainsi les périodes d'engagement dans un ensemble du cycle de vie »²⁸*

D'autre part **Eric Agrikoliansky** (2001), a cité dans son article *Carrières militantes, et vocation à la morale*, que « *La carrière renvoie donc d'abord aux itinéraires types qui*

²⁴ **Anne-Sophie Fournier-Plamondon et Jules Racine-Saint-Jacques**, « (Re)Constituer la trajectoire », *Conserveries mémorielles* [En ligne], # 15 | 2014, mis en ligne le 09 mai 2014, consulté le 05 mars 2017. URL : <http://cm.revues.org/1740>

²⁵ **Anne-Sophie Fournier-Plamondon et Jules Racine-Saint-Jacques**, « (Re)Constituer la trajectoire », *Conserveries mémorielles*.

²⁶ Jean-René Tréanton, *Le concept de « carrière »*, Revue française de sociologie Année 1960 Volume 1 Numéro 1 pp. 73-80

²⁷ Ibid, p76.

²⁸ **OLIVIER FILLIEULE**, *Propositions pour une analyse processuelle d'engagement individuel*, Revue française de science politique, 51e année, n°1-2, 2001. pp. 199-215.

caractérisent ces militants et qui les prédisposent à adhérer l'association et aux valeurs qu'elle promeut »²⁹

On ne naît pas militant, on le devient durablement ou provisoirement selon le contexte et les circonstances propres aux trajectoires personnelles.

2/ Dispositif d'enquête :

Nous envisageons de mener notre travail de recherche et de collecte des données à travers trois moyens :

- 1- Exploiter toutes les données collectées des mémoires de fin d'étude ou bien des articles ou des livres écrits sur la notion d'engagement et carrière militante.
- 2- Engager une enquête pour collecter des données sur la réunion de création de plateforme d'El-Kseur 2001, de point de vue d'Ali Gherbi.
- 3- Faire des entretiens pour avoir des information sur la carrière militante d'Ali Gherbi a travers ses actions.

2-1. Les techniques de recherche:

Les méthodes utilisés seront basées sur la qualité et quantité des information recueillis, en suivant plusieurs modalités, chaque technique a sa fonction compatible a la qualité de recherche.

A- Le recueil de document :

Le document était toujours traité comme le langage de la voix c'est à partir de là que nous avons fait recours à cette technique de recherche afin d'obtenir des informations capitales du sujet à traiter, il s'agit essentiellement les articles de journaux publier avant et après chaque évènement, pour faire une analyse et une vérification des informations tenus par Ali gherbi. Ajoutant à ça les différents documents de mouvement citoyen comme les déclarations et les communiqués... etc.

²⁹ Eric Agrikoliansky, *Carrières militantes, et vocation à la morale : Les militants de la ligue des droits de l'homme dans les années 80*, Revue française de science politique, 51e année, n°1-2, 2001. pp. 27-46.

B- Récit de vie :

Entretien :

Le type d'entretien que nous allons utiliser pour la collecte d'information base sur l'entretien ouvert qu'on a utilisé dans le début ou dans le premier entretien avec l'acteur pour donner la chance a l'enquêté pour s'exprimer librement après avoir présenté le thème brièvement. On a utilisé l'entretien libre pour avoir l'idée sur la manière dont l'acteur réfléchit, la chose qui va nous aidé dans les entretiens qui suit. Ajouter à cela ce type d'entretien nous permet de faire une vision exploratoire et aussi pour décrire les croyances profonde de l'acteur et d'analyse les ressorts de ses actions durant sa carrière de militantisme. Le deuxième type d'entretien est celui dite directif où nous dirigeons notre entretien en posant des questions sans aucune modalité de réponse, et cette technique se fait après avoir fait une ou deux entretiens avec l'enquête. Cette technique nous permet des études de vérification et de contrôle de certaine connaissance, et nous permettra d'approfondir certain sujet qu'on a déjà collectés.

2-2. Méthodes d'analyse :

A- La méthode descriptive :

La description conçue comme un niveau, par rapport à la classification et l'explication des données recueillies sur le terrain d'enquête. Elle comporte elle-même plusieurs niveaux possibles. On peut tenter de décrire une opinion publique nationale ou des sentiments éprouvés par un groupe d'individus. La description peut aussi explorer plus ou moins profondément³⁰. Dans notre étude la description constitue notre principale méthode de la présentation des données recueillies sur l'acteur en question, et la description des événements de la mobilisation et ceux vécus par Ali Gherbi.

B- La méthode biographique

Elle est un moyen rapide de parvenir à la connaissance des caractéristiques sociales d'un individu, que ce soit son itinéraire familial et scolaire ou sa trajectoire socioprofessionnelle, étudiées par rapport à sa situation présente³¹. Cette méthode nous permet de présenter la vie publique et la vie privée de l'acteur tout en insistant sur des moments important marquant sa trajectoire.

³⁰ Madeleine GRAWITZ, *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, 2001, p 406

³¹ Jean PENEFF, *La méthode biographique*, Armand Colin, Paris, 1990, p06

Chapitre II: Partie Théorique

Chapitre II : Partie théorique.

Introduction :

Nous allons essayer dans ce chapitre à donner une définition du concept de carrière militante, et son impact dans la trajectoire des acteurs impliqués dans des différents mouvements sociaux, nous allons en suite abordé brièvement les événements marquant dans l'histoire protestataire en Algérie notamment en Kabylie, entre 1962 jusqu'au printemps berbère 1980, où nous allons expliquer les circonstances dans lesquelles s'est déclenché le mouvement, et ainsi le mode d'organisation et les modes d'actions envisagés par les acteurs. La deuxième partie sera consacrée à l'explication de l'apport du mouvement d'Avril 80 aux autres protestations collective qu'elle a connu l'Algérie par la suite et son rôle dans la libération postérieure des esprits de dogme de la méfiance dans une période marqué par la répression et le verrouillage des espaces d'expression.

Nous allons par la suite exposer un rappel des événements survenus en Algérie ceux de 1988, qui ont été l'un des réseaux de l'apparition d'un nouveau mode politique en Algérie celui de la transition du parti unique au multipartisme, qui a conduit le pays vers une tragédie connue par « la décennie noir ». Nous allons ainsi consacrer une partie dans laquelle nous abordant le boycott de 1994 en Kabylie.

Puis, nous allons diviser l'axe consacré au mouvement citoyen du 2001 à son tour en deux parties, l'une tâchera à démontrer la prééminence de la demande socio-économique dans les revendications des jeunes kabyles au début, avant que le mouvement soit encadré pour devenir une expérience contestataire d'une dimension régionale et identitaire, tandis que la deuxième s'étendra sur les différents modes opératoires qu'elle a hérité la Kabylie après l'essoufflement de mouvement du 2001.

1 Aperçu historique sur le mouvement identitaire Berbère en Algérie postcoloniale de 1963 à 1980.

. Nous allons démontrer dans ce chapitre les mouvements populaire survenus en Kabylie qui défend l'identité berbère.

En 1954 c'est l'arrivée de la guerre de la révolution qui a mis en veilleuse tout mouvements de revendication de l'identité berbère, car pendant cette période, toute la population était engagée dans la lutte anticoloniale et pour l'indépendance de l'Algérie.

Après l'indépendance, le 1^{er} évènement survenu en Algérie c'était l'insurrection militaire commandée par Ait Ahmed³² en 1963. Le partage du pouvoir confisqué par le groupe de Oujda en été 1962, la cause qui a poussé Ait Ahmed de créer un groupe politique nommé Le FFS (Front des Forces Socialistes) en 29 septembre 1963 « *il prit le maquis et dirigea ce qu'on appela alors la rébellion de Kabylie* »³³. Par la suite il y'avait eu une séparation au sein de ce groupe, et le résultat était la constitution de deux sous-groupe ; l'un avec Ait Ahmed qui s'intéressait aux intérêts politique, et l'autre sous-groupe avait des objectifs de défendre l'identité Berbère³⁴.

Ces jeunes s'inscrivent par centaines au cours de la langue Amazighe à l'université d'Alger. Ce courant Amazighe universitaire est dirigé sur le terrain scientifique étude de la langue, histoire, poésie, traduction d'œuvres littéraires, publication, par Mouloud Mammeri³⁵. Les étudiants qui assistent aux cours de ce dernier recueillent dans les années 70 des poèmes Kabyle de XIX^e et de début de XX^{ème} siècle auprès des personnes âgées de département de Tizi Ouzou, les enregistrés et transmis les textes à Mouloud Mammeri, qui préparaient un recueil bilingue (Kabyle-Français) sur le même thème³⁶.

La suppression de la radio Amazigh déplace l'affirmation linguistique et culturelle de l'université à la rue. Pour la 1^{ère} fois dans l'histoire du mouvement de revendication identitaire et linguistique Amazigh des militants exacerbés passent à l'action violente, en Janvier 1976 une affaire appelée « les poseurs de bombe »³⁷.

Le 19 juin 1977 à Alger, à l'occasion d'un match de football pour la coupe d'Algérie, remporté par la JSK (jeunesse sportif Kabylie), les supporters brandissent des banderoles écrites en Amazigh conspuent le président d'Algérie Houari Boumediene et scandent des slogans militants³⁸.

³² Le père fondateur du Front Des Forces Socialistes (FFS), le 1^{er} parti politique opposant en Algérie indépendante.

³³ MAHE Alain, *Histoire de la grande Kabylie XIX^e XX^e siècle, Anthropologie historique de lien social dans le comité villageois*, 2eme édition bouchène, 2006.

³⁴ Guenoum Ali, *Chronologie du mouvement berbère, un combat et des hommes*, Ed Casbah, Alger, 1999, P31.

³⁵ AIT LARBI Arezki, Ouvrage collectif coordonné par « *Avril 80, insurgés et officiels du pouvoir racontent le printemps Berbère* » Ed, koukou 2010 p 122.

³⁶ Chaker Salem, *Imazighen Ass-a*, Paris, ED Bouchène, P88.

³⁷ Guenoum Ali, *Chronologie du mouvement berbère*, P34-35.

³⁸ BENHAMZA Houcine, *L'Algérie Assassiné*, Ed INAS, Alger 2008. P286

En 1978, le secrétaire générale du Front Des forces Social (FFS) affirme ouvertement, l'intégration de revendication linguistique Berbère, dans son programme politique, « *Ait Ahmed attendit l'avènement du mouvement culturel berbère de Tizi Ouzou pour intégrer pour la 1^{ère} fois dans ses programmes la revendication linguistique berbère. C'était en 1978, lors d'une déclaration faite le 28 novembre à l'adresse de ses militants.* »³⁹

2 Introduction aux mouvements de protestation, le mouvement associatif et dualité politique en Kabylie.

3.1 Printemps berbère 1980 : première protestation collective en Algérie :

3.1. A. Les actions et mode d'organisation du mouvement 1980 :

Le mouvement de printemps berbère 1980, c'était la première manifestation publique, à caractère identitaire en Algérie, qui s'est déroulé exclusivement en Kabylie. Auparavant la revendication berbère était marquée par des activités occulte et épisodique. Le processus de la contestation collective a commencé à partir d'octobre 1979 avec le lancement de la grève illimitée par les étudiants du centre universitaire de Tizi Ouzou, qui avait des revendications socio-pédagogiques et pose ensuite le problème de représentativité des étudiants. Mais, elle ne s'était pas attardée pour devenir une revendication purement politique et identitaire. La grève est une opportunité pour les étudiants d'exprimer publiquement et collectivement le rejet de l'UNJA et le modèle de représentativité mise en place par le système politique du FLN au sein de l'université⁴⁰

Le mouvement du printemps berbère 1980, n'est que l'aboutissement d'un processus de protestation « *En tout état de cause, il est maintenant clair que l'explosion de 1980 n'a pas éclaté comme un coup de tonnerre dans un ciel serein : elle résultait d'un long processus de maturation qui a traversé la Kabylie et les populations kabyles expatriées (principalement en France), dont il est tout à fait possible d'identifier les conditions et déterminations, les principaux moments et les acteurs.* »⁴¹. Le mouvement est centré essentiellement dans des espaces universitaires et professionnels « *Les étudiants du centre universitaire et les travailleurs de la zone industrielle de Oued-Aissi sont les principaux vecteurs de la diffusion des mots d'ordre et les tracts élaborés dans les espaces centraux de la contestation. Les*

³⁹ Mahé Alain, *histoire de la grande kabylie XIX et XXeme siècle*, 2006.

⁴⁰ Guenoun Ali, *Chronologie du mouvement berbère*, p 42.43.

⁴¹ Salem Chaker, *La question berbère dans l'Algérie indépendante : la fracture inévitable ?* In: *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, N°65, 1992. pp. 97-105.

structures villageoises, occultées à cette époque, relayent les messages et les mots d'ordre »⁴². Ces institutions étaient occupées par les contestataires et que les principaux mots d'ordre et actions étaient élaborés à ce niveau. Cette grève donne libre cours aux actions contestataires et la reconnaissance du premier comité autonome des étudiants. Le comité d'étudiants dès sa reconnaissance s'est imposée dans l'espace universitaire par la voix de ses représentants qui participent activement à la gestion et à l'animation de la vie universitaire, qui sont élus démocratiquement dans une assemblée générale.

Le mouvement est amorcé principalement sur une base estudiantine, il s'est élargie vite à l'ensemble de la population pour atteindre l'espace public. Ce mouvement est marqué par l'engagement de certains partis politiques comme le FFS. Cette diversité de l'univers de la protestation collective est marquée par un clivage des acteurs durant ce mouvement « *Sur le plan politique, les comités en place, notamment celui de l'université, ne sont pas monolithiques mais traversés par des sensibilités différentes* »⁴³

La protestation collective de printemps berbère s'est dotée d'un cadre d'action et des structures qui organisent les actions protestataire. Le facteur déclencheur des événements de printemps berbère, c'était l'interdiction de la conférence de Mouloud Mammeri sous-prétexte de « risque de troubles à l'ordre public », qui avait suscité des réactions et une large compagne d'indignation. La réaction suite à cette interdiction se traduit sur l'espace publique avec des manifestations publiques. La protestation s'est radicalisée ensuite avec l'occupation illimitée de l'espace universitaire et des grèves à long terme, en l'occurrence celle du 16 avril qui avait paralysé toute la ville de Tizi Ouzou⁴⁴. A la première heure de matin du 20 Avril, les forces de l'ordre envahissent les locaux de la protestation en procédant à l'arrestation de plusieurs acteurs de mouvement. Mais le mouvement de solidarité qu'il y est au lieu suite aux rumeurs qui font état de 32 morts et des centaines de blessés, La population des montagnes révoltées, descendit en masse à Tizi Ouzou pour soutenir les étudiants « *les émeutes du printemps 1980 sont de très courte durée – du 20 Avril au 25 Avril – et surviennent après l'occupation par les services de sécurité des principaux établissements occupés par les contestataires, et ce, avec une rare brutalité. Réactives, ces émeutes se concentrent*

⁴² Mohamed Brahim Salhi, 2002. P12.

⁴³ Mohamed Brahim Salhi, le local en contestation : citoyenneté en construction.

⁴⁴ Guenoun Ali, Chronologie du mouvement berbère, P43 à 47.

*principalement à Tizi-Ouzou et soulignent le poids de cette ville dans l'organisation de la contestation d'autre part. Mais, en absence d'encadrement, les affrontements s'arrêtent.»*⁴⁵

3.1. B Le mouvement du printemps berbère : le point de départ vers l'expression publique.

Le mouvement du printemps berbère est survenu dans un contexte, dans lequel est fortement marqué par l'oppression exercée par le pouvoir en place « *L'émeute et l'altercation violente sont, dans l'économie d'ensemble du mouvement, infiniment moins significatives que les moyens politiques plus largement utilisés dans des modalités neuves pour l'Algérie de l'époque.* »⁴⁶. Cette protestation collective a porté sur la scène publique un problème culturel et politique jusque là très largement ignoré, voire occulté, Jusqu'aux années quatre vingt. Il a mis un terme à la méfiance et la crainte pour la mobilisation « *Le printemps berbère d'avril 1980 qui a été le premier mouvement social à avoir ébranlé le monolithisme de la vie politique algérienne* »⁴⁷. Le mouvement du printemps berbère est considéré comme événement dans lequel de nouvelles dynamiques se sont apparues et la libération progressive d'expression dans l'espace public « *la force de ce mouvement réside précisément dans son exemplarité et dans les effets induits sur une société en attente d'un pôle de contestation* »⁴⁸. Il est également un moment fondateur de processus pour la revendication berbère et les libertés démocratiques en Algérie.

Depuis 1980 en Kabylie, la lutte pour la cause berbère a acquis une sérieuse assise populaire « *Les modes d'identification se traduisent en conduites et en nouveaux rituels, notamment celui consistant à commémorer le moment fondateur de la contestation chaque 20 Avril, en vingt ans, une autre génération sera socialisée localement dans un foisonnement de symboles et dans une attente de reconnaissance de son identité* »⁴⁹.

C'est en Octobre 1988, des manifestations populaires dans plusieurs régions en Algérie, revendiquant leur mécontentement contre le régime de Chadli Benjdid. C'est là que le pouvoir ouvre le champ politique, et permettra la transition du parti unique au pluralisme.

⁴⁵ Mohamed Brahim Salhi, *le local en contestation : citoyenneté en construction*. P13.

⁴⁶ Mohamed Brahim Salhi, 2002

⁴⁷ Alain Mahé, *la révolte des anciens et des modernes ou de la tribu à la commune dans la kabylie contemporaine*, paru dans « tribus et Etat dans le monde arabe », paris, Armand Colin, pp, 201- 235, 2004.

⁴⁸ Mohamed Brahim Salhi, 2002.

⁴⁹ Ibid, 2002.

« Lors des émeutes d'octobre, Matoub Lounès, chanteur et militant du mouvement berbériste est atteint de plusieurs balles tirées par des gendarmes qui avaient dressé un barrage sur la route de Ain-EL-Hammam.. »⁵⁰

3.2. Le multipartisme et ses impacts sur la Kabylie :

L'ouverture d'un multipartisme, ainsi que les mouvements syndicaux ont conduit à l'émergence de manifestations contre l'état. Le parti islamique le FIS (front islamique du salut) a profité de cette période pour faire appel au changement et exposer leur programme partout, ce qui a poussé les Algériens à chercher l'alternance dans le parti islamiste. Cela a conduit l'Algérie à une tragédie appelé la décennie noire⁵¹. Durant cette période en Kabylie relativement c'était calme. Les deux partis politiques FFS et RCD, qui ont pus former un châssis intermédiaire d'association et de mouvement syndicaux et estudiantines, pour construire des bases populaire et les mobilisés dans leurs campagnes politique et électorale. Cela a donné une rivalité entre les deux partis pour gagner des bases populaire et dominé politiquement la Kabylie.⁵²

En 1994, Le RCD lance un appel au boycott scolaire (1994-1995), revendiquant l'officialisation de la langue Tamazight, et l'inclure dans le système éducatif. Cet appel qui été totalement accepté par les kabyles, en comme effet, la perte d'une année scolaire pour les enfants et étudiants en Kabylie. Comme tous les élèves ne sont pas retournés à l'école après le 22 Avril 1995, un accord qui a abouti à la création du haut commissariat d'amazighité, et l'introduction de cette langue dans les écoles publiques, ce qui est considéré comme un gain historique pour le mouvement⁵³.

En été 1998, des manifestations populaire en Kabylie, ont eu lieu lors de l'Assassinat du chanteur Matoub Lounès, qui était le porte parole du peuple, et son messagère envers l'état, en exprimant leurs droit identitaire et social.

⁵⁰ Guenoun Ali, Chronologie du mouvement berbère. P76.

⁵¹ لرابي سمير "الحركة الشعبية لمنطقة القبائل 2001" من اعمال الشعب الى التنظيم السياسي جامعة الجزائر 2012 ص 38

⁵² Ibid, P63.

⁵³ Idem, P63.

« Il faut aussi avoir en mémoire que, lors des événements de juin 1998 – ayant suivi la mort du chanteur Matoub Lounès –, les partis avaient eu d'énormes difficultés à canaliser la colère juvénile qui s'est traduite par une semaine d'émeutes. »⁵⁴

Ces émeutes éphémères n'étaient qu'une étape vers une radicalisation de la tension entre la population en Kabylie et l'état.

« Pour toutes ces raisons, nous pensons que la contestation qui survient au milieu de l'année 2001 n'est pas une reproduction à l'identique de celles qui la précèdent. Si on peut déceler des prémises dans la courte période d'émeutes de juin 1998, il faut en revanche remarquer des ruptures qualitatives évidentes avec les années 1980 (voir plus haut) au plan de la nature du mouvement, des acteurs (et des lieux intellectuels), des modalités de contestation, des contextes et des paradigmes en œuvre dans ce mouvement de contestation »⁵⁵

4. Mouvement citoyen du 2001 :

4.1. L'aspect socio-économique des revendications :

Au tout début du mouvement citoyen du 2001, il s'agit d'un soulèvement d'une frange de la population majoritairement jeune, faisant irruption dans l'espace public, pour se faire entendre. Ce conflit initial qui a opposé les jeunes Kabyles aux gendarmes n'était pas motivé principalement par des questions spécifiquement identitaires – c'est-à-dire des questions relatives à la culture et la langue. Mais, le principal grief des émeutiers était la dénonciation de la marginalisation et le mépris, c'est-à-dire l'humiliation qu'ils endurent aux mains des détenteurs du pouvoir du régime qui, à tous les échelons, abusent de leur autorité avec impunité. Les demandes socio-économiques trouvent une large place dans la revendication de 2001 aux côtés des contestations politiques et culturelles. La Kabylie produit peu de richesses, laissant une majorité de jeunes sans emploi et sans avenir. Le désespoir et la *hogra*, se sont largement exprimés pendant les émeutes de 2001 aux cris de *« Vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts ! »*.⁵⁶

⁵⁴ Mohamed Brahim Salhi, p5

⁵⁵ Idem, P 18.

⁵⁶ Karima Direche-slimani, *le mouvement des aarch en Algérie pour une alternative démocratique autonome ?* P187.

Bien que l'agitation se soit concentrée dans la région kabyle, mais, elle est loin d'être réductible à une simple manifestation d'une question identitaire. Le mouvement du Printemps Noir a soulevé des questions d'une large mesure et d'importance nationale, plutôt que simplement à caractère régionale. Hormis, qu'elle contient une dimension identitaire, l'effervescence d'une population en Kabylie en 2001 « *ne diffèrent en rien des sursauts de dignité qu'on connues les régions de l'ouest du pays au début des années 80, de Constantine en 1986, de la casbah d'Alger pour être couronnés en octobre 1988, désormais repère historique de nos colères [...] notre combat à tous : celui de la dignité de tous les Algériens dans une République libre, démocratique et sociale. Une république de citoyens d'où seront bannis « la hogra » le mépris, la marginalisation et la misère sous toutes ses formes* »⁵⁷

4.2. L'ouverture d'une parenthèse à l'action radicale:

Au fur et à mesure que la mobilisation citoyenne progresse, elle prend des allures d'un mouvement qui s'enferme dans un radicalisme stérile⁵⁸. Tout d'abord, la décadence du mouvement des Archs se manifeste à priori par la rigidité et le manque de souplesse de la plate-forme revendication d'El-Kseur, qui a été déclarée d'emblée « scellée et non négociable », elle est devenue par la suite, après un fractionnement entre les délégués des Archs. Puis, Ce commandement collectif « Arch » comme le désigne Mohamed Brahim Salhi qui était destiné à accompagner et canaliser la colère d'une jeunesse en pleine effervescence, n'avait pas pu la transformer au une protestation politique non violente. Mais bien au contraire, la jeunesse kabyle s'en prend violemment à tous ce qui représente l'Etat tel que la destruction symbolique des édifices d'Etat (tribunal, siège des brigades les mairies, les daïras, les centres des impôts, les tribunaux, les brigades de gendarmerie et les commissariats de police etc.). Les émeutes répétées visant principalement la gendarmerie nationale, Souvent sont ponctuées par des actions visant d'autres cibles et pris d'autres formes, y compris l'organisation de barrages routiers dans toute la région « *Depuis le déclenchement de l'insurrection du « Printemps noir », en avril 2001, la Kabylie est entrée dans une dissidence sans précédent. Affrontements entre jeunes et forces de l'ordre, brigades de gendarmerie mises en quarantaine, grèves, routes barrées aux officiels, édifices publics incendiés : rien ne*

⁵⁷ Alain Mahé, pp 201-235.

⁵⁸ Alain Mahé, pp 201-235.

va plus entre la région berbérophone et Alger. L'intensité de la répression étatique (120 morts, 1 200 handicapés, 7 000 blessés graves) a ravivé l'irréductibilisme kabyle. »⁵⁹

Par ailleurs, l'appel lancé au boycott des deux élections législatives du 30 mai 2002 et aux élections locales du 10 octobre 2002 dans l'ensemble de la région par les archs, était accompagné sur le terrain de plusieurs tentatives violentes menées pour empêcher les électeurs de voter. La mise à feu volontaire des boîtes du vote ainsi les sièges appartenant aux partis politiques était en quelque sorte perçue comme une réponse catégorique de refus d'une quelconque échéance électorale dans la région au même temps était un message en guise de remis en cause des partis politiques « *les formes nouvelles d'expression politiques, notamment les partis sont, de façon systématique, remis en question et ciblés par les contestataires à des échelles massives.* »⁶⁰. Depuis ce mouvement du 2001, la Kabylie vit dans une situation d'agitations et d'insécurité, en héritant des modes opératoires radicaux, notamment les fermetures des routes et les émeutiers perturbent le déroulement des élections en Kabylie, en faisant recourir au saccage et l'incendie des bureaux ainsi des boîtes de vote.

5. le mouvement associatif :

5. 1. Le rapport du mouvement associatif avec l'Etat et la politique :

L'avènement de nouveau cadre législatif en 1990, n'a pas vraiment libéré totalement les associations. D'après René Gallissot « *l'objectif de l'Etat est somme toute d'interdire que le mouvement associatif se reconstitue en contre-société et reprenne une fonction de contestation de l'ordre étatique. C'est dans le balancement inégalitaire entre société publique qui émerge sur l'Etat, et société assistée qui grossit la demande sociale et le désespoir, que l'action associative a fort à faire pour se frayer un passage.*⁶¹

Les associations se retrouvent comme « une soupape de sécurité »⁶² pour le régime algérien, elles assument à leur insu le rôle de bouc-émissaire afin de cristalliser les organisations de masses. Donc, les associations sont ainsi devenues des relais ou intermédiaires de l'Etat « *avec la rupture du contrat social des années 1980 entre le pouvoir et*

⁵⁹ Maxime Ait kaki, *Les Etats du Maghreb face aux revendications berbères In: Politique étrangère* N°12003 - 68e année pp. 103-118.

⁶⁰ Mohamed Brahim Salhi, 2002.

⁶¹ René Gallissot, « *Mouvements associatifs et mouvement social : le rapport Etat / société dans l'histoire maghrébine* », *Insaniyat / إنسانيات*, 8 | 1999, 5-19.

⁶² Laurence Thieux, « *Le secteur associatif en Algérie : la difficile émergence d'un espace de contestation politique* », *L'Année du Maghreb*, V | 2009, pp 129-144.

la société algérienne, la libéralisation postérieure et partielle du champ politique a été analysée comme faisant partie d'une stratégie du pouvoir visant à créer de nouveaux espaces pour canaliser et mieux maîtriser le mécontentement social »⁶³.

En outre, le mouvement associatif n'est pas parvenu à marquer ses frontières avec la politique, même les comités du village ne sont pas épargnés par cette instrumentalisation dont il fait l'objet le secteur associatif. En effet, à l'image des partis politiques influents en Kabylie à savoir le RCD et le FFS « *ont inspiré la création d'associations et en tout cas fortement appuyé une emprise de leurs militants sur le tissu associatif qui de fait devient un enjeu aux yeux des appareils politiques. Les comités de villages n'ont pas échappé à cette logique.* »⁶⁴. En d'autres termes « *fait l'objet de multiples convoitises des forces politiques en présence, transformé durant les moments opportuns (élections) en un support et soutien décisifs dans le jeu politique* »⁶⁵. C'est ainsi que le tissu associatif s'est inséré dans la scène politique, en devenant une proie à la récupération partisane. Il fait l'objet d'un champ de bataille entre les partis politiques et soupçonnées de « capitalisation politique »⁶⁶.

En outre, l'Etat assure le financement de la plupart des associations, ce qui facilite sa stratégie de contrôle et d'instrumentalisation du champ associatif « *la dépendance matérielle et financière de presque la majorité des associations vis-à-vis de l'Etat va permettre à ce dernier de prolonger sa stratégie d'intégration et d'assigner aisément les fonctions de collaboration passive d'une partie importante du monde associatif à défaut d'une participation active dans le règlement des affaires et la satisfaction des besoins des sociétaires.* »⁶⁷. Ce qui explique en contrepartie les réticences de quelques villages à bénéficier de la ressource que constitue le régime associatif « *tient à leur crainte de donner prise au contrôle des pouvoirs publics sur les affaires internes du village. En fait, dans les villages qui ont adopté la formule, la stratégie qui permet d'éviter cette intrusion consiste, d'une part, à y impliquer uniquement le comité exécutif du village et, d'autre part, à ne faire*

⁶³ Laurence Thieux, « *Le secteur associatif en Algérie : la difficile émergence d'un espace de contestation politique* », L'Année du Maghreb, V | 2009, pp 129-144.

⁶⁴ Mohamed Brahim Salhi, « *Modernisation et retraditionalisation à travers les champs associatif et politique : le cas de la Kabylie* », Insaniyat / إنسانيات, 8 | 1999, 21-42.

⁶⁵ Omar Derras, « *Le fait associatif en Algérie. Le cas d'Oran* », Insaniyat / إنسانيات, 8 | 1999, 95-117.

⁶⁶ Mohamed Brahim Salhi, « *Modernisation et retraditionalisation à travers les champs associatif et politique : le cas de la Kabylie* », Insaniyat / إنسانيات, 8 | 1999, pp 21-42.

⁶⁷ Omar Derras, « *Le fait associatif en Algérie. Le cas d'Oran* », Insaniyat / إنسانيات, 8 | 1999, 95-117.

*état que des seules activités légales inscrites dans les statuts types des associations à « buts sociaux ».*⁶⁸

5.2. Les comités du village :

Les assemblées villageoise sont à leurs tour concernées par cette période de transitions, en tirant profit du ce nouveau régime associatif, faisant valoir l'intérêt de statut « d'association à but sociaux » qui permet d'obtenir divers types de subventions « *un certain nombre de comités de villages ont en effet saisi l'opportunité du cadre associatif pour se faire enregistrer en tant qu'associations à buts sociaux.* »⁶⁹. Par conséquent, cette « *institutionnalisation des Tajmaat* »⁷⁰ a entraîné une certaine modification dans la prise de décisions dans le fonctionnement, voire la gouvernance des villages. Tandis que d'autres villages ont fait preuve de réticence à l'égard de cette modernisation des institutions sociales kabyles, par peur de la mainmise des pouvoirs publics sur les affaires internes du village.

Par ailleurs, Ces structures traditionnelles existent donc toujours à l'état potentiel, elles sont latentes, elles se manifestent dans des moments propices. Les assemblées villageoises ont pris une forme d'une instance moderne notamment avec son registre actualisé et le repli des militants du mouvement culturel berbère dans leurs villages. Donc, ces structures sociales et politiques « *autrefois adaptées à des contraintes géographiques, économiques et historiques, ont perduré et inspirent encore les mouvements démocratiques d'aujourd'hui.* »⁷¹

Systématiquement, à partir de 1987, l'assemblée du village est désormais dénommé le comité de village, « *s'imposèrent comme interlocuteurs de l'administration pour les affaires de la communauté.* »⁷². Durant cette période et dans un contexte socio-politico-économique et à la faveur de la politique de restrictions budgétaires hypothéquant les actions des

⁶⁸ ***Qu'est-ce qu'être citoyen d'un village dans la Kabylie contemporaine**** Résidents et immigrés en tant que membre, contribuable et citoyen de leur village In *Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, (C. M. Berger, D. Cefai, C. Gayet-Viaud, eds), Berne, Ed. Peter Lang, pp. 469-501, 2010.

⁶⁹ Ibid pp. 469-501,2010

⁷⁰ Hichem Hacherouf, « *Le mouvement associatif en milieu rural. Le cas de la wilaya de Bejaia* », *Insaniyat / إنسانيات*, 49 | 2010, 19–39.

⁷¹ Camille Lacoste-Dujardin, *Géographie culturelle et géopolitique en Kabylie: La révolte de la jeunesse kabyle pour une Algérie démocratique.*

⁷² Hichem Hacherouf, « *Le mouvement associatif en milieu rural. Le cas de la wilaya de Bejaia* », *Insaniyat / إنسانيات*, 49 | 2010, 19–39.

municipalités «*les autorités locales acceptent le principe de discuter avec les comités de village.*»⁷³. Cette implication davantage des organisations civiles dans la gestion des affaires publiques de la part de l'Etat s'inscrit dans une stratégie de diversion et de refoulement des plaintes des administrés vers des associations et comités du village.

Conclusion :

Pour conclure ce chapitre dans lequel nous avons tenté de relater les deux dernières expériences contestataires qui s'étaient déroulées essentiellement en Kabylie. Tout d'abord, le mouvement du printemps berbère 1980, qui s'est enclenché à l'université, il est venu auparavant pour poser la question de la représentativité et les problèmes socio-pédagogiques au niveau de l'université. Mais une fois le comité autonome s'est imposé dans l'espace étudiant, le mouvement s'est élargi dans l'espace public, en prenant une allure d'une protestation collective à caractère identitaire. Le mouvement du printemps berbère, c'était incontestablement la première protestation collective qui a remis en cause le pouvoir en place. Elle s'est manifesté dans une période marquée par l'oppression pour porter sur la scène publique le problème identitaire et le mode de gouvernance en Algérie. Cette protestation collective du 1980 a mis un terme au mutisme et l'immobilisme au sein de la société, elle a défriché ultérieurement l'espace contestataire à d'autres mouvements. La deuxième mobilisation qu'elle a connue la Kabylie en 2001 est marquée par une extrême violence, les jeunes kabyles font irruption dans l'espace public pour soulever en premier lieu des revendications socio-économiques. Ce n'est qu'après que le mouvement est doté d'un cadre d'action que le mouvement prend une dimension identitaire. Par la suite, le mouvement s'est radicalisé, ceci se manifeste premièrement par la rigidité de la plate-forme d'El Kseur qui était qualifiée de « non négociable », deuxièmement, le mouvement s'est enfermé d'une des actions radicales telle que les barricades des routes, la destruction et le saccage des édifices publics et la mis en feu des boîtes de vote.

Une fois le secteur associatif est sorti de sa clandestinité, il est appelé à faire preuve de neutralité, mais la dépendance financièrement des associations par rapport à l'Etat a énormément facilité la tâche d'instrumentalisation. Elle va de même pour les tajmaet avec son registre actualisé, les comités du village ont ouvert la voie à l'intrusion et la prise de contrôle

⁷³ Mohamed Brahim Salhi, « *Modernisation et retraditionalisation à travers les champs associatif et politique : le cas de la Kabylie* », *Insaniyat / إنسانيات*, 8 | 1999, 21-42.

des pouvoirs publics sur les affaires internes du village suite à leur participation dans la gestion des affaires municipales.

Tout en partageant la même trajectoire par rapport aux questions identitaires, le RCD et le FFS, adoptent des positions contrastées sur les questions politiques de portée plus générale. La centralisation de la compétition partisane, l'enfermement sociologique et géographique et l'hégémonie politique de RCD et FFS en Kabylie, ont considérablement influencés sur leur électorat en dehors de leur ancrage régional.

Chapitre III

Chapitre III :

Introduction :

Dans ce chapitre nous allons exposer la trajectoire d'Ali Gherbi dès son enfance, sa jeunesse jusqu'à son engagement dans le militantisme, et présenté profondément les différents événements marquants en Algérie notamment en Kabylie depuis les années 70 jusqu'à 1998, et essayer de faire une description intense pour arriver à expliquer chaque événement, ses causes, et ses effets.

1 / Trajectoire biographique :

1.1 Naissance et milieu familial :

Ali Gherbi est né le 14 Juillet 1956 à Bouloughine (Alger), il est originaire de Ibarissen (El-Kseur, Bejaïa), le déplacement à Alger était de la part de son père, mais quand Ali Gherbi a atteint l'âge de scolarisation, il a retourné dans son village natal, parce que son père qui était membres de MTLD (Mouvement Triomphe des Libertés Démocratique) a été détenu à cause de possession d'armes (2 pistolets), Selon Ali Gherbi « *nous étions bien financièrement car mon père possède une chaîne de magasins à Alger* ».

Et son père malgré le fait qu'il était commerçant, était bien instruit il a appris par cœur tout le livre de Coran « *Et il ma racontait même que a l'époque il donnait des cours avec un certain ami qui s'appel Chikhe Azeddine* ».

1.2. La scolarité :

Ali Gherbi a étudié en 1962 à l'école primaire d'EL-kseur et c'était l'époque où il y'avait le bilinguisme en 6eme, en arabe et en français. Et lui comme par hasard il était compétent dans cette matière, ils l'ont envoyé passé l'examen en arabe au lieu de la langue française (et ce n'était pas son choix), et quand il a réussi ils ont décidé qu'il doit poursuivre ses études en langue arabe à Bejaïa. Gherbi a refusé cette orientation, et il a refais l'année avec un certificat d'étude, et il a réussi, et passé au collège technique d'Amizour, ou il a passé avec la première tranche technique et agricole⁷⁴. Après avoir passé l'examen, il était admis au lycée et vu qu'il y'avait pas de lycée à Bejaïa (Elhmadiya était en cours de construction à

⁷⁴ Selon Gherbi « *C'était quelque chose de formidable à l'époque en 1972, normalement nous allons passer l'examen à Sétif et la malchance était une autre fois au rendez vous comme l'histoire de 6eme, il paraît qu'il y'avait un sujet triché (truqué), alors au moment ou nous attendons les résultats, ils nous ont informés que l'examen à été annulé* »

cette époque) alors ils sont dirigé à Sétif au lycée Mohamed Quahwani où les études étaient en français en 1973.

Le système en première année était en tronc commun et à partir de la 2eme année, Gherbi opte pour la spécialité d'économie et finance, par la suite il a passé le concours de IAP (institut Algérienne de pétrole), et c'était la première session à Hassi Massoud (ils n'ont pas crié ce service de Boumerdès), donc il a fait cette formation comme technicien supérieur du forage.

1.3. Son implication dans le scoutisme, et Sa tendance de militantisme berbère :

Le scoutisme a joué un rôle très important dans la lutte pour la reconnaissance de l'identité berbère comme un instrument éveil identitaire, et dans toute région où le scoutisme s'implante du nationalisme ou patriotisme, il participe à la sauvegarde et d'développement. Pour Gherbi Le nationalisme et le patriotisme sont deux choses associés, puisque le scoute « *nous a éveillé pour lutter pour les droits de l'homme et la liberté, et aussi pour assembler tout se qui est lié avec les traditions berbères afin de s'identifier dans le monde* ». Il continue de dire « *Donc je me permets de dire que c'était vraiment une bonne école* ».

Gherbi entame le militantisme depuis au sein de scoutes quand il a passé au CEM, même s'ils étaient des collégiens ils cherchaient à comprendre, ils écoutaient à tout les grands comme Dda Lhocine (Créature de Scoutisme en El-Kseur), donc les personnes âgées leurs parles toujours des grands comme Boudiaf, Ait ahmed, Ben khedda.

Ainsi à l'école primaire il a étudié l'histoire de grande figure telle que Jugurtha, malgré qu'il y'avait pas d'enseignement de la langue Amazighe dans les écoles comme maintenant, mais il a eu la chance dans l'école primaire d'El-kseur, d'étudié Jugurtha, Massinissa de la part de son enseignant en langue arabe, et ça lui a permet de connaitre leurs histoires et leurs lutte (surtout Jugurtha contre les Romains ...).

1.4. Socialisation religieuse :

Du coté religieux Ali Gherbi est d'une famille conservatrice, donc en période de vacance il a toujours étudié à Tamaamert à l'Ekseur.

1.5. Sa fonction :

Ali Gherbi a travaillé à la Société de Construction et des Travaux Publics (BCG) à Oran en 1978, en 1980 il entamé le concours de premier professeur d'enseignement

fondamental à Alger, en suite en 1981 il a revenu à Bejaïa où il a travaillé comme enseignant au primaire, il a démissionné, et occuper en 1983 une tache en tant que chef de service en formation dans une entreprise de bâtiment (EBTPH, Entreprise Bâtiment, travaux public et hydraulique) Et par la suite entre 1983 et 1997 un directeur de Souk El-fellah, et transmis en retraite en 1998, après la dissolution des unités de Souk El-fellah.

2. L'initiation au militantisme :

En 1973 au lycée de Sétif il était président de comité de wilaya de volontariat, à cette époque il y'avait la politique de la révolution agraire, dont il y'avait construction des villages agricoles, ils étaient en volontariat au même temps ils faisaient de l'organisation de la méthode de travail entre les paysans, parce que ces derniers ne savaient pas comment gérer (vu que c'était nouveau et ne sont pas fait d'études), donc il fallait leur expliquer que la révolution agricole est une organisation démocratique de discussion. Et leurs confrères de l'université de Tizi Ouzou leurs envoient des revues et aidaient dans leurs activités et même pour défendre et débattre Tamazight, langue et culture.

Au sujet de partie de FFS (Front des Forces Sociales) Gherbi pense que les gens ne connaissent pas bien exactement son programme parce que Ait Ahmed le père fondateur du Parti, était à l'étranger, à part ceux qui rentrent en cachète, mais toujours avec une crainte, et au même temps les gens milités par sont retour par reconnaissance à sa participation à la révolution, et le considéré comme victime du pouvoir de cette époque qui était une dictature, ainsi, la génération de cette époque a vraiment vécu de l'injustice et la négation de son identité, il y'avait une risque de disparition total de l'identité berbère. Pour Ali Gherbi les gens ont eux le courage pour lutter, cela dépit de risque d'arrestation. Et eux en tant que militant de la cause Berbère ils sensibilisent les citoyen par la distribution des tracts aux gens avec un prix d'un ou deux dinar et même gratuit dans des cas où il fallait (c'était les années 1974,1975).

Ces militants ont étaient tous contre la charte national élaboré par Boumediene en 1975, et ils avaient risqué leur vie pour ça, « et même leurs professeur a été arrêté et torturé, il s'appelait monsieur Benzayed un professeur à Sétif mais originaire de Merdje Ouemane à Amizour, ils se sont mobilisé pour s'opposer a cette manière de réduire l'histoire de l'Algérie à l'Emir Abd Elkader.

Pour Gherbi l'Algérie était sans aucun fondement politique et idéologique, puisque la constitution de 1963 a été élaborée dans un cinéma par Ben Bella (premier président de l'Algérie indépendante). Il y avait un débat dans les années 1970 au tour de la charte nationale dans les lieux de travail, salles de cinéma... C'est tout le monde qui donnait son avis. Ali Gherbi à cette époque était au lycée à Sétif et son enseignant de français était quelqu'un de très compétent qu'il aime beaucoup, car il les a protégés. Et dans la même chambre que lui (Ali Gherbi) il y avait un certain Si Mohand Ameziane Ben Chikhe (qui sera l'un des 24 détenus de 1980), il est de Seddouk Oufela, et Ali Gherbi ainsi que Si Mohand Ameziane étaient exclus pour une période de 15 jours, donc tout le monde était victime⁷⁵.

Ali Gherbi quand il était au lycée, tous les militants étaient dans la gauche, c'était le moment des droits de l'homme, donc avec l'option socialiste que l'Etat a soutenu, ils étaient inspirés par l'école tellement qu'ils avaient étudié Karl Marx avec d'autres communistes, ceci les a influencés, et ils luttèrent pour la nationalisation des moyens de production, la répartition égale de produit intérieur brut, avec en parallèle l'identité Amazighe, l'histoire, la culture, la civilisation, Tamazight dans toutes ces dimensions. Gherbi a vécu sa jeunesse durant cette période politique où les valeurs de la justice d'égalité étaient dominantes, cependant le régime politique était une dictature, aucune liberté n'était permise. Et pour le côté politique ils y avaient (les militants de la cause berbère) pas une ambition politique précise pour faire tomber telle personne comme le cas des différents coups d'état faits pour Houari Boumediène quatre ou cinq qui n'ont pas réussi jusqu'à ce qu'il a été tué, et pour ceux qui font ces coups d'état⁷⁶.

Leur professeur au lycée organisait des débats d'explicitation car il était d'accord avec eux, et il savait que l'histoire de l'Algérie ne commençait pas à partir de l'Emir Abdelkader, c'est la négation de l'identité Amazighe.

⁷⁵ Ali Gherbi a commenté « *Mais nous aussi on se tait jamais on se défait, nous à Sétif nous étions tous ensemble pour lutter pour les berbères et les amazighes (et à Sétif nous parlons en Kabyle et même les Arabes nous disent souvent laissez nous de votre anglais* ».

⁷⁶ Ali Gherbi a dit « *On ne savait pas si c'est pour amener de nouveau ou pour continuer toujours dans l'ancien régime, il ne y'avait pas d'information, la seule information qui circulait c'était celle de Tamazight, et celle de Hocine Ait Ahmed et Slimane Ali et même beaucoup d'autres qui sont à l'étranger certain c'est l'état qui les a expulsés d'autres ils avaient peur et c'est normal.* »

3. Le début de militantisme et de l'engagement en action :

C'est l'heure de débat sur la charte nationale en 1975-1976, qu'Ali Gherbi est beaucoup de militants Berbère, se sont exprimé et posé des revendications linguistiques, et sur l'histoire de l'Algérie et la place des Berbères.

4. L'affaire des poseurs de bombes en 1976 :

A l'époque, la majorité des militants sont de la gauche, donc il y'a le combat identitaire et le combat social, les gens revendiquaient toujours leur droit (le droit au travail, la rémunération du travail et non pas de la force de travail) ils militent contre la dictature.

Le dépôt des bombes était fait par des gens qui supposé au système de l'état dans cette époque au niveau du siège El-Moudjahid et La Radio (Alger et Oran).

Ces militants ont été arrêtés par la suite, et à l'époque Ali Gherbi ne pouvait pas savoir ce qui s'est réellement passé avec le manque des écrits et de source sur ce sujet, on ne pouvait pas estimer le nombre de blessés et du morts lors ces attentats, y compris le manque de moyen de communication à l'époque, même si la présence des journaux, mais ont été monopolisés par l'état (Moudjahid, et Chaab).

5. La création de Mouvement culturel Berbère MCB :

Pour la création de MCA (Mouvement Culturel Amazigh), qui est devenue par la suite le MCB (Mouvement Culturel Berbère), c'était à l'université, Ali Gherbi dit que « *nous même si nous étions des lycéens mais on fréquenté, l'université et en dormait même la bas, il y'avait des membres de comités très actif comme Aziz Taleb, Djamel Zenati, Amar lacrisse on l'appelait Girare, et c'étais un des 24 détenus et Mohend Amoziane Ben chikhe, ils étaient tous des étudiant en 1980* ».

Gherbi note le rôle de l'université et les étudiants dans l'éveil de la conscience identitaire, notamment par la chanson, les chanteurs étaient en majorité des étudiants comme Idir, Karim, Djamel Allam, Ferhat Mhenni.

6. L'activité politique du FFS, et son opinion vers le mouvement de 1980.

Le Front des Forces Socialiste, active beaucoup plus en France. Malgré que son père fondateur Ait Ahmed réside en suisse en 1993⁷⁷. Donc ces militants comme Ferhat Mhenni, font leurs activités en étranger et envoient des déclarations au pays, ou se trouvent plusieurs militants comme Said Sadi, pour dénoncer certaines activités et évènements survenus au pays.

D'ailleurs lors de la conférence de Mouloud Mammeri qui a été organisée à l'université de Tizi Ouzou, sous le thème de la poésie Kabyle ancien, les militants de FFS qui s'activent à l'étranger, ainsi ait Ahmed ont rentrés en Algérie.

7. Les activités militantisme avant et après le mouvement de 1980 :

Les activités identitaire d'Ali Gherbi étaient organisés dans la clandestinité des comités de MCB un peu partout dans les communes, il y'avait des contactes entre les comités, mais elle ne s'apparaitre pas en public, ni dans les villes , ils n'avaient pas de bureau de réunions donc « *si on voulait se réunir ou bien préparer un mouvement ou bien distribuer des tracts tirées à l'Institut Technologique d'Enseignement ITE à Bejaia, et la distribution était prise en charge par les membres des comités, aux collégiens, lycéens, étudiants, scouts, les syndicalistes en plein clandestinité, dans des forets et des maisons isolées*».

La conférence de Mouloud Mammeri était en public, puisque elle était organisé à l'université, en plus c'est une conférence scientifique, ce qui à pousser les services de l'ordre à cherché à comprendre l'objectif de cette conférence, cela les a aidés à découvrir notre cellule qui travaillé dans l'ombre, d'ailleurs c'est pour sa qu'ils ont interdit la conférence.⁷⁸

Plus que ça l'écho de la chaine marocaine qui diffuse des émissions sur l'Algérie, et où était refuge Mohamed Boudiaf. Aussi en 1979, il y'avait l'appariation des vagues de Khumainisme (cellule islamiste) qui a attiré beaucoup de personne, donc l'état sous la pression de tous les cotés, ils étaient en position de prudence.

En 1980, il y avait des confrontations entre les citoyens et les services de l'ordre à Tizi Ouzou et Alger et, par la suite à Bejaïa⁷⁹. Selon Gherbi ce qu'il a révolté les citoyens, c'est la violation de l'enceinte de la résidence des filles à Tizi Ouzou.

⁷⁷ D'après Ali Gherbi « *La communauté algérienne et notamment kabyle, en suisse été très peu, contrairement en France ou se trouve une masse importante de cette communauté.* »

⁷⁸ Ils avaient peur de nombreux Kabyles, qui se sont réunis autour de la question Berbère.

⁷⁹ Ce qui résulté 81 arrestation, et appel a un état de siège en Kabylie par l'armé.

A l'époque l'appareil politique du FLN sous la présidence du secrétaire général Mohamed Salah Yahiaoui, était puissante, ils étaient les maîtres décideurs, leurs décisions étaient mises en application. D'ailleurs c'est le bureau politique de Yahiaoui qui a donné l'ordre aux militaires d'attaquer l'enceinte de la résidence des filles à Tizi Ouzou.

La gravité des événements a conduit à une réunion au palais de la nation, où Qasdi Merbah, le chef de la sécurité militaire, il était présent, il a donné un coup de tête à Yahiaoui qui a fui, il l'a rattrapé et a humilié devant tout le monde, il avait même l'intention de le liquider physiquement. Par la suite « *le président de la république à cette époque Chadli, a fait une visite officielle à l'université de Tizi Ouzou, ce qui a calmé le mouvement 1980⁸⁰.* » Selon Ali Gherbi.

8. La tendance Politique d'Ali Gherbi :

Ali Gherbi a agi en nom de FFS, selon Gherbi « *A l'époque la majorité des kabyles soutient Ait Ahmed, d'après le mépris et l'humiliation, et même l'exil politique en étranger, malgré qu'il défend la cause berbère et de jouir des droits politiques avec ses différentes couleurs* » D'ailleurs après les événements d'octobre 1988, avec la nouvelle constitution,

9. Les événements de 1981 :

Selon Gherbi en 1981 les activités militantes continuent toujours. Il y avait le débat national sur la charte culturelle en mars 1981 et « *en même temps on pensait de célébrer le 1^{er} anniversaire d'avril 1980, auquel les militants de Tizi Ouzou ont refusé cette idée, donc on a raté la date prévue, mais on l'a rattrapé le 19 mai, une date historique l'occasion de la journée nationale d'étudiant et une date qui approuve la création du UGTA Union Générale des Travailleurs Algérien et le UNEA Union Nationale des Étudiants Algérien* ».

Plusieurs militants ont participé au débat sur la charte culturelle, ils ont élaboré une plate-forme qu'ils revendiquaient.

- Les critiques formulés à l'égard de cette charte.
- Les livres de la culture ne sont pas abordables, sont très chers.
- La plage de la chaîne II qui diffusé en Tamazight, aura que 2heures par jour.

⁸⁰ Pendant les événements Chadli Ben Jdid, n'avait pas visité l'université de Tizi Ouzou, c'est le ministre de l'enseignement Brarhi qui avait discuté avec les étudiants.

Avec cette organisation « *on a préparés le 19 mai, on a programmés une marche, on a distribués des tracts, donc il été question de lutter de propagande et d'information de sensibilisation c'été la radio*⁸¹ ». Selon Gherbi.

Gherbi témoigne sur cette action de 19 Mai 1981, sujet de la marche, il affirme « *Donc lorsque ils ont fais la marche à partir de lycée technicum d'iheddaden à Bejaïa, il y avait une confrontation entre les marchant et les services de l'ordre, dont il y avait plusieurs arrestations parmi eux des mineurs, dont 75 personnes était condamner* »⁸².

Après le 19 Mois de prison les activités militantes n'ont pas cessés, selon Gherbi « *On a fait des réunions de temps en temps*⁸³ *presque chaque semaine on fait une réunion, on fait la célébration de 20 avril chaque année*⁸⁴ *on programme des grèves, d'ailleurs cette période il y avait l'apparition des mouvements des droits de l'homme* ».

10. Le mouvement d'octobre 1988, et la mise en place de la nouvelle constitution en 1989:

Durant ces événements de 1988, à Bejaïa il y'avait 5 morts, et plusieurs blessés. L'Etat Algérien a s'est engagé à faire des réformes politiques, à la base la mise en place d'une nouvelle constitution, Selon Gherbi « *cette transition nous à fais réussir d'ouvrir une petite fenêtre vers la démocratie, mais de l'autre part, on a eu le malheur de vivre la naissance d'un ogre, (parti de FIS Front Islamique de Salut) et pourtant il été strictement interdit d'utiliser la religion et l'identité pour faire de la politique, C'est le cas du RCD, qui est un parti*

⁸¹ Il a commenté sur cette opération « *Des ingénieurs technicien on été a notre disposition, pour franchir les ondes de la radio chaine II, pendant une demi heure, ce qui n'a pas été réaliser, on a été repéré par la suite dans les évènements* ».

⁸² Ali Gherbi dit « *Moi j'été détenu en mois de mai, on a été tous passer en justice Accusés au début 12ans, et certains condamné à mort, et par la suite l'accusation à été réduit en 4 ans, où moi j'ai passé 19 mois [...] on a été pris en charge par un collectif bénévole d'avocat (Maitre Ali Yahia Abd Nour, Zerdani) [...] on a subit une torture de toute forme (électricité, un chien la chaise.) [...] On a fais une grève de faim de 16 jour jusqu'au on à obtenu certains droits. La liste des détenues, des tortorant, des arrêtés, que soit en 80 ou en 81, sont tous a l'UNESCO, avec photo, on été soutenu* ».

⁸³ « *On à même fais une réunion chez moi à la maison.* »

⁸⁴ Mais on les célèbre généralement à l'enceinte universitaire, ils nous laissent pas faire un événement dehors

identitaire crée le 9 février 1989, alors que la constitution à été adoptée le 23 février 1989 »⁸⁵.

Cette situation nouvelle va créer les divisions au sein de MCB, pour Gherbi « *Ce qui concerne les militants du MCB, ont été contre qu'un parti politique sera créé de leurs militants, parce que se sont les militants du MCB qui ont fondés ces partis, y compris le FFS* » Le retour d'Ait Ahmed va permettre la restructuration de FFS et séduire certains militants de MCB qui vont créer des commissions nationales. « *D'ailleurs c'est ce qui a causé la division du mouvement MCB* », et créa la commission nationale.

En ce qui concerne Ali Gherbi, il a été contre cette division, il témoigne «*Revenant en 1981 lors de l'affaire de mon arrestation, un des militants du FFS, désigné par Ait Ahmed comme tête de liste de la députation de 1991, un agent infiltré à l'époque qui travaille aux services de la sécurité militaire et responsable de l'administration (1980), il était derrière mon arrestation à cause d'un acte qu'on a fait devant ENMTP (Entreprise Nationale de Matériaux des Travaux Publics)* ».

De l'autre côté le RCD a créé la coordination nationale⁸⁶. Ce qui concerne les militants du MCB qu'ils étaient contre les deux groupes (coordination et commission) se sont regroupés dans le comité de liaison⁸⁷

11. Le boycott scolaire de 1994 (La grève de cartable) :

En 1994 le MCB s'est engagé avec un bras de fer face au gouvernement pour introduire Tamazight à l'école. Quelle était la position de Gherbi ? « *En tant que coordination de liaison, on a soutenu le boycott de 1994, donc on a créé l'unité de l'action qui a comme tâche de maintenir l'action proposée par la commission ou la coordination ou bien la refusé. Nous comme étant coordination de liaison on veille à l'application de l'action* ».

⁸⁵ Selon Gherbi « *Les parties sont sensés être créées et devaient naître après le 23 février, ce qu'ils disent que c'est Laarbi Belkhir qui les a soutenu pour être créées, à cause du FIS pour le contraire* ».

⁸⁶ Le MCB coordination nationale est un groupe de militant du MCB sympathisant au parti politique du RCD.

⁸⁷ « *En même temps, on a continué nos activités dans le comité de liaison, où on a été le porte parole de la 4ème et la dernière conférence qui a eu lieu à l'université de Bejaïa* ».

Après l'engagement d'une négociation du MCB avec le gouvernement, Gherbi s'est opposer « *Pendant cette période l'état Algérien a lancé un dialogue, pour trouver une solution et rendre les kabyles aux écoles. Ce qui nous concerne en tant que comité de liaison on a soutenu le boycott, on a refusé tout dialogue de rupture, contrairement à la coordination national (RCD), à sa tête Saïd Sadi et ferhat mheni, mais par la suite la coordination sous la présidence de Djamel Zennati s'est retiré, et la délégation sous la présidence de Majid Amazigh, ont continuer le dialogue, avec les représentants de l'état Ahmed UYahia et le général Betchin, où ils ont obtenus la création de haut commissariat d'Amazighité, donc ont brisé le boycott le 22 avril 1994, et lança l'appel pour revenir à l'école un mois et demi avant les vacances* »⁸⁸.

12. L'enlèvement de Matoub Lounès :

Dans la même année le 25 septembre 1994, il y avait l'enlèvement de chanteur Kabyle Matoub Lounes, certain militants ainsi des citoyen kabyle s'est mobilisés pour sa libration, cette mobilisation a eu ses effets puisque : « *Après 14 jour, exactement le 10 octobre de la même année ont libérés Matoub Lounes, on a même fait un grand meeting au stade de Bejaïa, où il était présent. »*

13. L'assassinat de Matoub Lounes :

Face à la tragédie de l'assassinat d'un symbole de l'engagement pour l'identité Berbère, les militants de MCB optent pour une position de réserve, voici le témoignage d'Ali Gherbi « *Le 25 juin 1998, c'est l'assassinat du chanteur Matoub Lounes, durant cette période une contestation populaire s'est déclenché contre l'Etat, nous en tant que militants ont devait se mettre en sagesse, parce que on pourra tomber dans le piège puisque la source de son assassinat était obscure, l'Etat annonce que c'est un groupe de terroriste, d'autre disent que c'est les patriotes de Ait Hamouda qui l'ont assassiné, et les gens dehors disent que c'est le RCD diriger par Saïd Sadi, ce trouble peu produire un spectre d'une guerre civil entre les frères, il fallait vraiment de la sagesse pour passer cette période* ».

⁸⁸ « *Cela est une trahison, évidente* » Commente Gherbi le sujet de cet accord.

Conclusion :

Ali Gherbi avait grandi dans une famille révolutionnaire, il a fait ses études dans les trois paliers éducatif où il a appris l'esprit identitaire, ce qui l'a aidé par la suite à avoir une maturité politique, et s'engager dans le MCB, où il a exercé plusieurs actions de militantisme envers des différents évènements survenus en Kabylie entre 1980 et 1998.

Chapitre IV

Chapitre IV :

Introduction :

Dans ce deuxième chapitre nous allons aborder un événement important que l'Algérie n'a vécu depuis son indépendance, nous allons consacrer tout un chapitre pour retenir de cette mobilisation, les raisons qui ont conduits les citoyens à se révolter, la naissance du mouvement citoyen d'Arouch, ses positions, ses actions et ses objectifs durant cet événement, nous allons ainsi parler sur les causes de dissolution, et les conséquences positives et négatives de cet événement sur la Kabylie.

1. De 1998 à 2001 : Le mépris des autorités.

Après 1998, le combat identitaire c'est le même, ce qui change sont les moyens, la prise de conscience, et les revendications.

Donc durant cette période un trouble économique et social, et sécuritaire flagrant dans le pays, c'est le corps de sécurité qui était chargé de contrôler l'économie nationale.

Pour Gherbi les autorités politiques manifestent de mépris envers la population « *En Kabylie, les commerçants ont été sévèrement persécutés et procédés à des saisies de marchandises, sans appliquer à la loi, donc il y'avait une sorte de mépris et de marginalisation, comme si ont été la cause de tout le mal survenu en Algérie* ». La hogra a atteint même les élus de la population « *Chez nous à El-Kseur, les gendarmes ont agressés un élu de FFS, dans le marché de la commune devant les yeux des citoyens. Donc il y'avait un climat de tension, ce passe partout des actions de mépris et d'humiliation, avant l'événement d'assassinat du Guermah Massinissa* ».

Par la suite, en 22 avril 2001, un gendarme à fais tabasser un enseignant de sport qui travaille au CEM d'Amizour devant ses élèves, cela a produit une masse entre les collégiens (d'Amizour et El-Kseur)⁸⁹.

Face à l'urgence une réaction s'impose, Gherbi d'écrit cette séquence : « *Donc à partir de la tout est justifié pour que nous en tant que militants de la cause Berbère de se faire organiser, donc on a fais une réunion à l'université de targa ouzemmour à Bejaïa, on a décidé d'installé des comités en urgence, et de faire une marches, et se transmettre en*

⁸⁹ La réaction d'état été de faire sortir des renforts de CRS et de gendarmes, ce qui résume que ces actes ont été ordonnés, voulus et même préparés.

action⁹⁰. » Il ajoute « *Les émeutes ont été déclenchées le 23 avril 2001, dont la première balle a été tirée au début du mouvement à El-Kseur. De notre part ont dirigés une désobéissance civile pour contraindre les services de l'ordre pour reculer (Barricades des routes pour bloquer les renforts)* »⁹¹

Gherbi témoigne de la violence des forces de l'ordre : « *Ces commandos qui ont été accompagnés de leurs tire boulettes, des bannières, et baïonnettes, clache, et revolver, et aussi des épées et ils crient :*

« *جيش عربي مسلم ... سنشرب دمكم وناكل لحمكم و نحرق عضمكم* »⁹²

Gherbi justifie sa réaction en cherchant une légitimité religieuse auprès de Limam « *Donc ce qu'on a fait de notre côté, on a consulté un imam qui s'appel Hadj Mohend Said N'ait Chaban à la mosquée de Berchiche (El-Kseur), il nous a lancé une Fatwa à 00h30 de défendre nos maison, d'ailleurs c'est nous même qui l'ait appliqué (vigilance), on a fait un décret religieux, on la distribuer dans les quartiers et les villages* ».

Par la suite le mouvement est structuré. Les quartiers et les villages étaient représentés par des délégués au sein de comité populaire de la wilaya de Bejaïa. Les villages étaient représentés par des délégués de comité de village, quatre délégués pour les comités de villages, et deux par quartiers.

La première plate-forme de revendication de mouvement citoyen de Arch (Inter-wilaya), a été élaboré le 07/06/2001. Après le comité de wilaya de Tizi Ouzou, les à refusés⁹³, « *Donc je les a contactés personnellement pour les convaincre de refaire une autre réunion pour le 11 juin 2001 à El-Kseur* ».

2. Le choix du lieu de la réunion :

Le sujet de la plate-forme élaboré le 07 juin 2001 à Targa Ouzemour Gherbi témoigne les tensions et du refus de la CADC (Coordination Arch, Daïra et commune) de cette plate-forme : Gherbi témoigne « *Lorsqu'ont a fait une réunion le 7 juin 2001 à l'université de Bejaïa, les représentants de la wilaya de Tizi Ouzou ont été pas content, d'ailleurs ils ont*

⁹⁰ La première marché été organisé le 07 mai, et la deuxième pour le 14 mai 2001.

⁹¹ Ils ont fournis plus de 2400 commandos (GIS) Groupe d'intervention spécial.

⁹² Des slogans qu'ils utilisent contre les terroristes.

⁹³ « *Ils ont refusés de faire la réunion à Bejaïa, peut être ils voulaient qu'elle soit organisé à Tizi Ouzou* ». Commente Gherbi.

même fais de problèmes. Vers minuit, ils m'ont appelés pour dire que la réunion et les points tracés sont annulés, parce qu'ils ont pas de confiance envers les gens de Bejaïa, donc j'étais obligé de les convaincre de faire une autre réunion à mon lieux de résidence à Elkseur dans les brefs délais avant la date prévue pour la marche , ce qui a été réalisé, après 4 jour on a fait une autre réunion au centre culturel d'Elkseur, Mouloud Faraoun où on a rédigé avec consensus la plate-forme d'El-kseur qui constituée de 15 points de revendication ».

3. Le déroulement de la réunion d'El-Kseur le 11 juin 2001 :

Les délégués de l'inter-wilaya ont tenues une réunion le 11 juin 2001, au centre culturel d'El-kseur, voici le récit de réunion fait par Gherbi « *le jour de la réunion toute était organiser, on a commencé la réunion vers 10h de matin tous était présent, les représentants des wilayas de Béjaïa, Tizi Ouzou, Alger, Boumerdes, Sétif, Bordj Bou Aririj, les représentants des deux partis politique FFS et RCD, les représentants de la fondation Matoub Lounes, et des représentants de collectif des universités d'Alger. Avant de commencé la réunion les représentants du FFS et RCD, ont refusés la présence de la fondation Matoub Lounes⁹⁴. Donc la fondation représenté par deux jeunes (homme et femme) ont acceptés de quitter la réunion, juste pour réussir de la mettre en place ».*

Les divergences entre le FFS et le RCD ont failli capoter la réunion, Gherbi témoigne : « *Par la suite, le FFS et le RCD, n'étaient pas d'accord sur un point, le FFS a proposé la levée de l'état d'urgence parmi les points de la plate-forme, et le RCD, ont refusé ce point, son raison que le pays est toujours sous la menace du terrorisme, ils ont même accusé le FFS de soutenir le FIS, de l'autre coté le RCD a proposé le point du l'abrogation de code de la famille, ce qui a été refusé par les représentants de FFS⁹⁵ donc ils cherchaient a se retiré de la réunion,et leur dis que toutes est disponible, sommeil, nourriture, boisson ..Etc. vous n'avez aucune raison de quitter, la plate-forme doit être réalisé aujourd'hui»⁹⁶.*

4. La rédaction de la plate forme (15 points de revendications) :

Les revendications se font d'après un ensemble de raisons qui ont conduit à cette tragédie, c'est à partir de là qu'on cherche à classifiés ses raisons et trouver des solutions

⁹⁴ Ali Gherbi pense que « *Ils l'ont trouvé comme une raison pour que la réunion ne tiendra pas, d'ailleurs le RCD été déjà accusé de l'assassinat de Matoub Lounes »*

⁹⁵ « *Ils nous ont bloqué, on a même soupçonné d'être présent juste pour casser la réunion, ils craignent de leurs existence parce que le mouvement été gigantesque »* explique Gherbi.

⁹⁶ « *J'ai même donné ordre aux émeutiers qu'il était dehors, de ne laisser personne sortir »*. Précise Gherbi pour contraindre les conclavistes à trouve un accord.

pour les résoudre, la plate-forme d'elkseur c'est ainsi qu'elle a été construite, un ensemble de problèmes sociaux, économiques, culturels, politiques et sécuritaires, ont poussés les gens à se révolter et réagir agressivement.

Ce processus d'élaboration de revendication décrit par Gherbi : « *Chaque village, chaque quartier, et chaque commune ont rédigés leurs propre revendications (ou donner leurs avis), le consensus communale retire ses revendications de wilaya et l'exposer à la réunion inter wilaya, pour les débattres et avoir un consensus pour arriver à formuler les 15 points de la plate forme d'elkseur. On a constitué des revendications qui touchent au niveau national, économiquement, socialement et politiquement et sécuritaire.* »

Ex : L'article 11eme, la primauté du civil sur le militaire ; on a exigé une forme de revendication pour instauré des droits de l'homme, la mise des services de sécurité sur la tutelle des instances élu démocratiquement⁹⁷.

5. La formulation des revendications :

Ces revendications ont été formulés dans un texte, et crée un consensus, Gherbi précise : « *On a débattu donc de toutes les revendications proposées par les comités communaux, une par une et soigneusement, on a surtout débattu le point de division entre FFS et RCD (Abrogation de code de la famille, et le levé de l'état d'urgence) jusqu'à avoir un consensus. Lorsque on a fini la formulation de la plate-forme, on a passé a la saisie et le tirage, chaque déléguer doit avoir une copie* ».

Après l'adoption du texte de la plate-forme placé à l'organisation de la marche du 14 juin 2001

6. La préparation technique de la marche du 14 juin 2001 :

Le débat s'est focalisé sur l'organisation de la marche du 14, et la désignation des poseurs qui doivent remettre le texte au président qui se sont les collégiens de CEM d'Amizour, et le père de Guermah Massinissa. Les manifestants doivent se rencontrés à la maison carré à Mohamadia (lieux de départ).

⁹⁷ Même les corps de sécurité là où ils se trouvent, sont sous l'autorité total de l'élu de peuple. On avait même proposé que le chef daïra et le wali et le chef de gouvernement doivent être élu.

7. La construction de la marche :

Voici le scénario de la marche qui a été mis en place, Gherbi le décrit : « *A la tête de la marche se représente par un par choc à la forme de trois murs fermé en avant et de deux cotés, qui se constitue des jeunes de bonne santé sportif et connaissant, pourtant des slogans*⁹⁸. *Au milieu du par choc un drapeau national pris par des jeunes femmes et hommes. Le collectifs des universités d'Alger qui contient environs de 90 mille étudiants étaient charger de la sécurisation des manifestants tout au long de l'itinéraire jusqu'à la présidence. Le par choc s'ouvre à leurs arrivés à la présidence, et les collégiens ainsi le père de Guermah Massinissa donne la plate-forme au président de la république, sans aucune négociation*⁹⁹. *Toute a été préparer organiser et très bien tracé, La réunion a été terminée vers 21h40* ».

8. Le déroulement de la marche, 14 juin 2001 :

Ali Gherbi décrit dans ce témoignage le déroulement de la marche : « *Le 14 juin 2001, Les gens arrivent au lieu de départ, chaque commune était au courant de son emplacement dans la marche, il y'avait environ 32 wilaya, toutes les corporations et organisations qui représentent le peuples, ont été présentes, ainsi les partis politiques*¹⁰⁰. *La distance entre le point de départ de la marche jusqu'à le palais de la présidence environs 17 kilomètres, les marchants ont pris un slogan et crient « يا شباب العاصمة قضية وطنية » pour transmettre le message aux habitants de la capitale, et ne pas l'interprété comme une division, on a même distribué des copie de la plate-forme pour les rendre compte que c'est une cause nationale* ».

Sur la tâche qui lui a été confies, Gherbi précise qu'il s'agit de la vérification de la sécurisation de l'itinéraire « *Ce qui me concerne personnellement, j'étais chargé de consulter la sécurisation de l'itinéraire de la marche et de vérifier si les délégués et les organisateurs respectent les ordres donné. Avant mon arrivé à la place du 1^{er} Mai, il y'avait l'emplacement des services de sécurité inspire à quelque chose inhabituel, mais je l'ai interprété à la sécurisation de la marche. Lorsqu'on est arrivé à la place du 1^{er} Mai, on a trouvé des*

⁹⁸ Les slogans portent des messages claires « Ulach Smah Ulach » « vous ne pouvait pas nous tuer, nous somme déjà mort » « Hier ont été des nains, et vous étiez des géants, et aujourd'hui nous somme des géants et vous êtes des nains ».

⁹⁹ « D'ailleurs ils nous ont demandés de changer l'itinéraire de la marche vers La place des martyres, et d'être accueillit par le secrétaire générale du 1^{er} ministre Ali Benflis, je les ais dit « Mais pour quoi vous ne envoyer pas le jardinier pour lui donner la lettre, c'est mieux ».

¹⁰⁰ Ali Gherbi déclare que la marche a été estimée 6 million de marcheurs.

accrochages entre certaines personnes qui appartiennent aux collectifs des étudiants des universités d'Alger avec certains personnes de la Kabylie qui voulaient déjà faire sortir la marche de son cadre pacifique».

La situation échapper au control des organisateurs, Gherbi témoigne : *« Tout est devenu incontrôlable et anarchique, donc on a été obligé de stopper la marche et minimisé les dégâts, ils ont brûlé le parking de Bus RSTA (Régie Syndicale des Transports Algérois) un chauffeur d'un bus à sorti du lieu où il a écrasé deux journalistes (Adel Merzouk, et Naima Djama, journal Elbilad, Elyawm)¹⁰¹. Des émeutes intenses qui ont au lieu, donc on a essayé d'orienter le maximum de marchants de reprendre leurs emplacements pour revenir chez nous ».*

Gherbi explique l'échec de la marche par le non respect des consignes par les organisations : *« Il ya une volonté déjà de saboter la marche¹⁰² toute à été organisé, il y'avait toute une logistique, c'est vraiment du top dans le cadre organisationnelle, c'est vraiment regrettable le mouvement citoyen a loupé un très grand virage (On a pu éviter des dizaines de morts, on s'est retiré) La solution aura été résolu immédiatement, toutes les consignes qui ont été donné au marcheurs n'ont pas été respecté par les organisateurs ».*

9. Les conséquences de l'échec de la marche du 14 juin 2001 :

Cette manifestation de 14 juin, a eu des effets sur la mobilisation, L'interdiction des marches pacifiques ou toute forme de manifestation publique dans la capitale a été instaurée le 18 juin 2001, sous le gouvernement d'Ali Benflis. En effet, cette décision, demeure en vigueur jusqu'à ce jour.

Gherbi évoque les marche interdite à Alger : *« Malgré ça on a fait d'autre marches au niveau de la capitale, à l'image de la marche des délégués, on était vers 17 milles personnes, Le 5 juillet 2001, où les services de sécurité ont barré la route pour que les*

¹⁰¹ La marche a été capotée les affrontements on laisser 9 mort, et plusieurs blessés et disparus.

¹⁰² *« Ces partis sont connus ils n'étaient jamais des grands partis, sont des satellites des grands partis, et sachant que ces grands partis (FLN, RCD, FFS) où ses gens affrontent sont des tracteurs de mouvement, donc on a toute la légitimité de pensé que c'est fais exprès pour capoter la marche, on avait déjà des soupçons parce que les représentant de Tizi Ouzou ont étaient contre les résultats de la plate-forme organisée le 7 juin organisé à l'université de Bejaïa, ainsi se sont des gens qui n'ont pas étaient former par des partis politique qui avaient des tendances radicalises, donc on a le droit légitime de pensé qu'il y'a des éléments influents entre eux qui les à pousser a faire saboter la marche du 14 juin, c'est un désobéissance ou mouvement , déjà après la marche du 14 juin ces gens la on été exclus du mouvement »*

marcheurs n'auront pas accès, malgré ça on a pu passer jusqu'à la place du 1^{er} Mai, où on a fait un sit-in¹⁰³. On a organisé une autre marche le 8 août à l'occasion du festival national de la jeunesse ».

L'une des conséquences major et la division du mouvement à Bejaïa, Gherbi témoigne : « Le 14 et le 15 et le 16 juillet Les militants de mouvement citoyen ont fait un conclave au niveau du lycée iheddaden, ou ils ont débattu sur le capotage de la marche du 14, et on a décidé d'écartait tout délégués qui n'ont pas sortis de la base populaire ». Et fut la création de Coordination inter communales de Bejaïa CICB. Le 19 juillet lors d'une réunion à Amizour on a tracé les lignes pour aller à l'application de la nouvelle structuration du mouvement (interdiction de tout déléguer d'exercer ses fonctions dans le mouvement citoyen, s'il n'a pas été sorti d'une base populaire ; celui qui n'est pas choisi par les comités de quartiers et les comités de village) ».

Gherbi parle des exclusions des syndicalistes et militants des partis qu'ont désobéit à la base : « Et vers le mois d'octobre 2001, dans le conclave de Boughni ils ont appliqué, l'exclusion de tous délégués qui n'ont pas sorti dans des bases populaire, ceux qui appartiennent au mouvement syndicales, ou bien aux partis politique etc. parce que ils ont désobéies à la base populaire ».

10. L'arouch taiwan et l'Arouch légitime :

Gherbi témoigne de cette séquence de dialogue avec l'arouch taiwan et dévoile leurs stratégie : « Le 27 et le 28 septembre 2001, les délégués d'Arouch ont fait un conclave à Friha (Tizi Ouzou), où ils ont fait l'adoption des principes des ruptures des mouvements citoyens, le code de l'honneur etc. Un ensemble de délégués ainsi les parents de martyres, avaient des contactes avec le 1^{er} ministre Ali Ben flis secrètement, ils ont pris rendez-vous pour le mois d'octobre pour faire un dialogue, ils devaient être présentés par des badges, donc ils ont assistés au conclave de Friha pour avoir leurs badges en tant que délégué d'inter-wilaya avec lequel ils devaient présenter le 28 septembre au niveau de plais de gouvernement, et préparer au dialogue du mois novembre¹⁰⁴. Ils ont arrêtés le dialogue à cause l'inondation de Bab

¹⁰³ Les responsable ou pouvoir nous a demandé de venir leurs remettre la plate-forme, mais on a refusé, puisque ils nous ont empêchés de traversé la route vers la place du 1^{er} Mai.

¹⁰⁴ Ils ont présenté en tant que délégués d'inter wilaya, ils commencés le dialogue sans notre accord. Ce n'été pas un dialogue c'été un monologue.

El-Ouad le 10 octobre 2001, ils l'ont repris le 6 décembre¹⁰⁵, ils ont continués leurs négociations, ils ont arrivés à avoir quelques points concrétisés par un décret officiel:

- *La langue Tamazight est une langue nationale.*
- *Offrir une somme d'argent aux faveurs des parents de martyres, qui se présente par une valeur de 240 million donné par le trésor public, et 100 million par le ministère des affaires religieuse, et 10 million par les Assemblés populaire de Wilaya, donc 350 million au total.*
- *Mettre à leur disposition une pension mensuelle ».*

La position de Gherbi et de mouvement a été de rejeté ce dialogue : « *Nous en tant que L'Arouch légitime* » on a fait des perspectives d'action pour rejeté les délégués taiwan, ces gens ont été mis en quarantaine¹⁰⁶.

Les délégués Taiwan se sont des relais de pouvoir se sont des gens qui travaillent bien avant avec le pouvoir, seulement avant ils n'ont pas été connu par des populations, ils faisaient le rôle d'informateurs et de collaborateurs, ils ont été utilisé, et malheureusement ce « monologue » n'a rien ramené de bon et de bien. Les émeutes se sont accélérées¹⁰⁷ les résolutions de rejet des élections législatives de 30 Mai 2002 on été adoptés, et le taux d'abstention été à 100%¹⁰⁸, ce rejet qui été une action politique très importante, qui a ébranler le pouvoir qui se sont immédiatement réunis avec le conseil de sécurité, à la présence du président de la république, le ministère de la défense et de l'intérieur, ils ont pris la décision de procéder à l'arrestation des délégués les plus influent du mouvement, ce que le pouvoir croyais comme étant la tête pensante qui actionner le mouvement¹⁰⁹.

¹⁰⁵ Appelé le dialogue taiwan « arouch taiwan » présidé par Alilouch (Délégué Ait Belaid), ainsi plusieurs d'autre délégués, Mohand chrif tachehart, Arab aissa (parent de martyres) etc.

¹⁰⁶ Ali Gherbi a dit que « *Les délégués de taiwan, on bénéficié des logements à Alger, ainsi des postes de travail à SONATRACH* ».

¹⁰⁷ Le nombre de martyres a été augmenté, depuis cette période.

¹⁰⁸ Ces résolutions sont présentées lors de conclave de wilaya en date de 7 et 8 mai 2002.

¹⁰⁹ Certains délégués de mouvement citoyen ont été détenus (1104 personnes seulement a la wilaya de Bejaïa) vers le 22 mars, accusés par 4 mois de prison. « *J'éte le derniers qui a sorti de la prison, où on a directement continué notre action et notre résolution du vote* ».

Après les législatives du mai 2002, Ali Gherbi et d'autres délégués d'Arouch ont continué leurs actions et dénoncés l'abstention des élections APC et APW de 10 octobre 2002 transformés par des meetings sous le slogan «Ulach L'vot Ulach »¹¹⁰.

En ce qui concerne les délégués d'Arouch Taiwan, ils ont organisé un conclave inter-wilaya à souq lethnin¹¹¹ où Gherbi lui-même a refusé puisque, il ne devrait être aucun conclave avant celui d'international, qui aura lieu à El-kseur¹¹²,

Ils ont évités la présence des organisations non gouvernementales, qu'ils ont convié, et dont ils ont reçu un accord de présence, Gherbi a commenté sur ça et dit : « *ce conclave historique s'il avait été tenu aurait pu à ramené une solution définitive honorable et qui aurait propulsé l'Algérie au rond des grandes nations, parce que ils auraient met le pouvoir en place sur le bon des accusés et auraient reçu toutes la pression nécessaire pour répondre aux doléances de la population qui été vraiment dans un état désastreux a l'époque. Mais sa n'a pas été fait, ils ont calqué ce qu'il été avantageux pour eux, sur l'idée de mouvement citoyen* ».

Le conclave international a été finalement annulé « *c'était la deuxième grande occasion pour passer la plate-forme qui a été encore une foi perdue* ».

11. Les dialoguistes, et les non-dialoguistes :

L'arrivée de Ouyahia va modifier la situation, Gherbi témoigne cette question : « *Durant cette période en 2003, un changement a été effectuer au sommet de l'état, où ils ont écarté le 1^{er} ministre Ali Ben flis, et remplacé par Ahmed Ouyahia. Ce dernier nous a fait un*

¹¹⁰ Gherbi dit « *Nos action on été réussie avec une abstention total sauf la participation des cadres militaires telle que l'armée la douane, la protection civil la police etc. où le FLN a eux le plus nombre de siège a la wilaya de Bejaïa, où le FFS qui a refusé la résolution, a eu un seul siège* ».

¹¹¹ Le RCD qui à dirigé secrètement ce conclave, puisque l'élu de la commune de souq lethnin était un militant de RCD. Alors que les comités se fonctionne en présidence tournante, donc les élus du comité de la commune où le conclave est organisé qui devrait le dirigé.

¹¹² Leurs objectif est de déjouer le conclave international, en même temps ils voulaient stopper se mouvement qui devient de plus en plus grand, puisque il est arrivé jusqu'a des grandes organisations internationales. Les parties politiques à l'image du RCD et de FFS, on craindre de perdre leurs bases populaires, l'intérêt du mouvement citoyen Arouch ».

appel au dialogue¹¹³. De notre coté on a répondu a cet appel par des conditions, ils doivent d'abord répondre a tous nos conditions, ainsi certaines incidences et avoir le climat favorable d'aller au dialogue¹¹⁴. Donc ont fait une assemblé inter-wilaya pour désigner les délégués qui doivent assister au dialogue d'incidence¹¹⁵, a fin que les délégués les plus influent du mouvement participe dans le dialogue de dissolution des assemblés Taiwan ».

Sur les négociation avec le gouvernement Gherbi fais le récit de cette séquence : « *Donc en janvier 2004 c'été le début de dialogué, on a été 24 délégués qui représente le mouvement citoyen ainsi 7 ministres qui représentent le pouvoir, on a refusé la présence de ministre d'intérieure Yazid Zerhouni qui nous à traité bien avant comme étant des voyous, ainsi la présence de L'ENTV, et puisque que le dialogue doit être organisé secrètement on a fais une exclusivité à la chaine Berbère TV de filmer la scène avant de commencer le dialogue¹¹⁶. Ont discutés les points de la plate-forme une par une, Ouyahia (chef de gouvernement) nous a promis d'étudier a titre personnelle toutes les points, mais ils nous a pas donné une garanti pour officialiser la langue Tamazight, ce qui ne dépend pas de lui-même, à fin de consulter la décision du président de la république » Ali Gherbi à proposé des formules pour le chef de gouvernement concernant l'officialisation de langue tamazight, il lui répond de « *l'état s'engage à promouvoir et développer la langue tamazight dans toutes ses dimensions, ainsi l'Algérie aurait récupéré son dénier segment de son identité , mais j'ai proposé d'ajouter « En perspective son officialisation irréversible » ce qui dépend pas de lui. Donc cette réponse ma poussé personnellement de quitter le dialogue 2 jour après, avec certains d'autre délégués (Non-dialoguistes), alors que le reste de délégués ont continués le dialogue (Dialoguiste) une autre journée de plus ».**

Gherbi se transforme au cours de ce dialogue à l'anti-dialoguiste. « *Lorsque les non-dialoguistes on à quitter le dialogue, quelque jour après l'état leurs envoyer une délégation en secret, vers 1h30 du matin, ils nous à proposé de reprendre le dialogue et prendre en*

¹¹³ « *Il nous a fais un communiquer, pour concrétisé le 1^{er} dialogue, puisque avant il y avait des rencontres informelles, ils envoient des gens crédibles comme des ancien walis des retraité dans le service militaire ».*

¹¹⁴ Les conditions des délégué d'Arouch été : « *délibérer tout déléguer emprisonner à cause le mouvement citoyens, Effacer toutes les dettes impayées des factures d'eau et d'électricité ».*

¹¹⁵ « *En même temps on a testé la crédibilité et la volonté du pouvoir, s'il est vraiment prêt d'aller loin dans le dialogue, puisque ils sont engagés que s'est un dialogue sincère et constructif ».*

¹¹⁶ Le dialogue se discuté avec la langue française, même le PV été rédigé avec la langue françaises, « *lorsqu'on à sorti dehors où la cour est pleine de journalistes etc. Je leurs montré le PV officiel rédigé par l'état, et je leurs dit « la langue française est une langue nationale et officielle ».*

sérieux la proposition d'officialisation de la langue Tamazight, donc j'ai demandé de faire un communiqué officiel ».

En réalité la négociation n'a pas été rompue, Gherbi précise le point de désaccord « *Après l'avoir reçu, ils ont consulté une commission juridique pour étudier le contenu du texte. Après l'avoir étudié ils ont trouvé que la proposition n'a pas une garantie juridique puisque il y a l'absence du mot « irréversible » cela nous a poussé à leur renvoyer le même texte de proposition et ajouté le terme « irréversible » sans impliquer la notion de temps¹¹⁷ ».* Mais il n'y avait aucune réponse de leurs part. En contre partie le pouvoir ont contacté les dialoguistes, « *ont les a informés de ce qui s'est produit de notre part par rapport à leurs proposition », ils ont même fait une réunion secrète à Akfadou sous la présidence de (Belaid Abrika, fares ujeddi, Khoudir Ben Ouaret)¹¹⁸.* »

Jusqu'au le mois de juillet 2004, ils ont fait un conclave à Tidekanin la daïra D'El-Kseur, avec la présence des dialoguistes, ils cherchaient à annulé le conclave en faisant l'opposition, juste pour ne pas réussir à avoir des décisions par rapport au dialogue.

Gherbi fini par s'opposer au dialogue : « *Mais par la suite ils ont fait une réunion inter-wilaya, où ils ont décidés la reprise de dialogue en septembre 2004 avec les 24 délégués, qui ont été présent lors du 1^{er} dialogue janvier 2004, mais de ma part j'ai refusé le dialogue.* »

Gherbi a une vision septique sur la suite de dialogue et des résultats : « *Donc ils ont continué le dialogue avec le pouvoir pendant 22 mois, l'état à mis à leurs dispositions tous les moyens (des chalets pour passer les vacances des chambres à l'hôtel d'el Marssa. Mais en 2007 avec l'arrivé de Belkhadem qui remplace Ahmed Ouyahia, ils les a tous expulsés, et déclare la fin de dialogue, sans aucun acquis ni de décret officiel ni le PV de signature¹¹⁹ Le seul acquis c'est enfin avoir l'officialisation de la langue Tamazight en 2016, avec une supériorité de la langue Arabe¹²⁰ ».*

Gherbi se présente aux élections législatives de 2007 : « *En 2007 c'été les élections législative, les dialoguistes ont été d'accord pour le vote dans la Kabylie, ils ont collecté des signatures et faisaient une liste propre a eux pour participer aux élections, ce qui ma obligé*

¹¹⁷ Ali Gherbi leurs demandé que « *L'officialisation de la langue tamazight doit être appliquée directement après accord de l'état »*

¹¹⁸ D'après Ali Gherbi ces déléguer « *ont étaient parmi les délégués dialoguiste ».*

¹¹⁹ Que des points sur le papier comme la réalisation de l'académie Berbère.

¹²⁰ Une langue officielle mais qui est absente dans les institutions.

de participer dans les élections et représenté comme tête de liste dans le parti de PNSD (Parti Nationaliste de Solidarité et de Développement) par un parrainage, juste pour contrarié les autres délégués pour ne pas utilisé le mouvement citoyens pour aller au parlement¹²¹. »

A la veille des élections présidentielles des contacte entre Gherbi et le chef de gouvernement Ben Khadem : « *En 2009 il y avait le dialogue informelle pour le 3 eme mandat de Bouteflika, ils ont décidés de reprendre le dialogue pour appliquer la plate-forme d'El-Kseur, parce que ils avaient peur que les manifestations, se relèvera à nouveau en Kabylie après être calmé à cause cette 3eme mandat. Donc on a rencontré le chef de gouvernement Ben khadem, et on a discuté sur les points de revendications, on s'est réunit en tant que comité inter-wilaya à Azouguen, ils nous ont donné une carte blanche pour continuer le dialogue. Bel khadem m'a contacté par la suite et nous a informé de suivre les infos du soir pour voir le meeting de Bouteflika à Ouargla et ce que va déclarer¹²². »*

La victoire de Bouteflika a entouré toute les résolutions : « *Bouteflika est passé comme président, toute est fini par la suite, les membres d'Arouch ont divisés, il ne y a plus de cohésion, les citoyens ont calmés, ils ont perdus confiance aux dérageant, ainsi ce pouvoir qui ne lâche rien ».*

Après plusieurs années de conflit avec le pouvoir Gherbi apport son soutien : « *En 2011, lors des émeutes qui suivent aux évènements de « Printemps arabe », lorsque L'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) déclarer de venir avec leurs militaire pour récupérer les ressortissants Européens, même les Américains, parce que ils craignent le déclanchement d'une guerre civile en Algérie¹²³, donc ont était obligé de faire des meetings et des actions de soutien avec le pouvoir¹²⁴, On avait fais une déclaration « Ni NATO, ni le Bateau, l'Algérie ce n'est pas un gâteau » on s'est mobilisé jusqu'à arrivé a calmer les citoyen et rendre les choses à leurs places ».*

Après, Ali Gherbi continue toujours ses actions à l'échelle communal, wilaya, et même national, « *on partage nous expériences politique etc. »*

¹²¹ « *On a eu 6 sièges, mais ils nous ont arrêtés parce que on a pas fais des procédures nécessaires, et c'est le RCD qui a obtenu nos sièges. »*

¹²² « *Il a dénoncé l'institue de la langue Tamazight, et faire Yenayer ou bien le 20 avril comme fête nationale ».*

¹²³ Surtout en Kabylie il y avait des émeutes intense, même la population demande le rejeté du système.

¹²⁴ Il a commenté sur ca « *C'est vrai que nous somme contre le pouvoir et ses politiques, mais lorsque il s'agit d'une interférence étrangère, on devient unis et solide pour défendre notre pays »*

En Novembre 2017 Ali Gherbi est retourné au militantisme à l'image de sa participation aux élections municipale. Gherbi s'est présenté candidat à la tête de la liste indépendante « *Rupture* » au niveau de la commue d'El-Kseur.

Durant sa campagne électorale, Gherbi a organisé plusieurs meetings que soit dans la commune d'El-Kseur ou bien dans les villages qui l'entoure, où il a exposé son programme.

Le jour des résultats, la liste « *Rupture* », à sa tête Ali Gherbi à obtenu 4 sièges sur 19, ce qui lui a permet de devenir le maire de la commune d'El-Kseur pour entre 2017 jusqu'à 2022.

Gherbi a donc gagner la confiance des citoyens, et commença ses tache en tant que maire et appliquer son programme de développement locale de la commune qu'il gère.

12. Relation du mouvement citoyen avec l'étranger :

La relation du mouvement citoyen avec les différentes organisations mondiale, et gouvernementale, était parfaite, « *ils ont soutenus notre cause, on avait des contactes permanant d'une manière indirecte* ». Ils ont envisagé à un conclave international à la fin de l'année 2001, « *on a contacté l'ONU et l'UNICEF, les organisations non gouvernementales, groupe international crisis, l'union africain, la ligue arabe, l'union européen, on les à invités pour le 27 décembre 2001* ». Mais certains ont refusés à cause les fêtes de la fin d'année donc on la reporté au moins de janvier 2002. « *De notre coté on à continué nos activités et faire des ateliers* ».

Il a conclue son discoure par « *Le combat identitaire, est très ancien, il y a des militants qui m'on précédé a l'action, et il y aura ceux qui vont venir continuer ce combat, malgré que à chaque foi l'état ne soumis plus aux exigences du peuple, c'est comme s'ils vont nous faire des aumônes, mais ce n'est que de justice rendu, et ces responsables n'ont pas d'esprits clairvoyance, ce n'est pas des gens qui soutiennent les droit de l'homme, se sont pas des gens qui connaissent l'histoire de l'humanité, c'est des gens qui n'ont jamais toucher même à la religion, parce que même dans le domaine religieux, notre existence est garantis par le versés coranique.*

On lutte pour nos droits, des droits qui devaient être normalement inaliénable on se retrouve aujourd'hui dans notre propre pays, on vie comme des aliénés, il fut un temps on n'avait même pas le droit d'existence, si vous voulez exister vous devez parler arabe, si non vous mourez ».

Conclusion :

Ce chapitre contient une partie intéressante de notre travail celui de mouvement d'Arouch 2001, où on a retracé les différentes actions militantes d'Ali Gherbi qui était parmi les membres les plus influents dans ce mouvement, en expliquant les divergences et convergences entre militants d'arouch.

Conclusion Générale

Conclusion Générale :

Nous avons tenté à travers cette étude de présenter le portrait sociologique d'un acteur social, parmi les acteurs de la société berbère, celui de Ali Gherbi, qui a marqué véritablement l'histoire de la revendication amazighe, et ce, par son engagement politique. Nous allons tenter de faire une synthèse des principaux fondements du portrait de cet acteur.

Ali Ghebri est Né le 14 juillet 1956 à Bouloughin à Alger, il a fait ses études primaire à El-kseur la wilaya de Bejaïa, La phase CEM à Amizour (Bejaïa), et la phase Lycée, à Sétif, et rejoindre pas la suite Institut National du Pétrole à Oran, il a travaillé à la Société de Construction et des Travaux Publics (BCG) à Oran toujours, en suite il a revenu a Bejaïa et travaillé comme enseignant au primaire, et après un directeur de Souk Elfellah, unité d'Amizour, et transmis en retraite en 1998, après la dissolution des unités de Souk Elfellah.

Ses premier pats dans le militantisme politique c'était dans les années 80, où il s'est engagé au MCB, mouvement culturel Berbère, et il a été arrêté pour la première fois par les services de sécurité en 19 mai 1981, ce qui lui a coûté 11 mois de prison.

Après les événements d'octobre 1988, Ali Gherbi a refusé de Rejoindre les rangs du parti de Front des Force Socialiste FFS (comité national) qui a été créé lors du congrès du MCB. Dans les élections législatives de 1991, il s'est présenté comme candidat de parti de Mouvement Démocratique pour Le renouvellement Algérien (MDRA), la commune d'El-Kseur.

Après le déclenchement des événements d'Avril 2001, Ali Gherbi a participé dans la création de comité populaire de la wilaya de Bejaïa, après les comités intercommunaux. Ali Gherbi a participé dans le premier tour de dialogue entre les délégués d'Arouch et le pouvoir Algérien sur la plate-forme d'El-Kseur, mais en deuxième tour de dialogue, il s'est séparé de ses camarades parce que le pouvoir Algérien ont refusé l'officialisation de la langue Tamazight.

Dans les élections législative en 2007, Ali Gherbi a participé où il a présidé la liste de Parti National pour le Développement et la Solidarité dans la wilaya de Bejaïa.

Durant les élections locale de novembre 2017, Ali Gherbi s'est présenté à la tête de liste indépendante b, dans la commune d'El-kseur, où ils ont reçu la confiance des citoyens, et devient leur maire durant 5 ans pour continuer le plan de développement de cette commune.

D'après cette études, on constaté que nous somme face à un mouvement social contrairement à ce qui a été commercialisé par certains milieux médiatiques et universitaire, que c'été un mouvement de tribu. Nous somme face à un mouvement et une organisation unique dans l'histoire des mouvements sociaux en Algérie indépendante, c'est dans le cadre d'organisation et de mouvement et la qualité des revendications qui ne se limite pas seulement dans le cadre de la reconnaissance de la langue Tamazight, mais qui touche tout les secteur social économique politique et sécuritaire de l'Algérie.

Annexes

BOYCOTT DE LA RENTREE SCOLAIRE

Algériennes, Algériens.

Depuis le Printemps amazigh de 1980, il ne s'est pas écoulé un jour sans que le MCB n'ait interpellé le pouvoir pour la reconnaissance officielle de l'identité et de la langue amazigh.

Il ne s'est pas écoulé de semaine sans que des actions pacifiques ne soient entreprises par les citoyens pour arracher ce droit élémentaire qui, rappelons-le, est un devoir pour l'Etat.

Des arrestations, des tortures, des interdictions de toutes sortes et le mépris, ont été les seules réponses du pouvoir à ce jour.

Tous les moyens dont il dispose - que ce soit les forces de sécurité, les médias, l'enseignement ou l'administration - étaient mis à contribution pour nous dépersonnaliser et assassiner notre langue.

Cette attitude raciste d'un pouvoir régionaliste envers son peuple n'a d'égale que la catastrophe à laquelle il nous a menés.

L'expérience acquise par le MCB dans son combat au cours de ces quinze (15) dernières

années est là pour nous éclairer sur les voies et moyens à même de nous permettre de parvenir à ce que Tamazight soit enseignée et nous élever enfin à notre dignité de citoyens.

Fidèles à nos traditions de lutte pacifique, nous n'écouterons pas les sirènes de la violence.

En peuple civilisé, agissons tous ensemble pour que Tamazight soit, dès aujourd'hui, à l'école, du primaire à l'université.

Soyons dignes de notre langue, de notre culture et des sacrifices de notre peuple.

Que nous soyons élève, parent, étudiant, enseignant ou cadre administratif de l'Education,

BOYCOTTONS LA RENTREE SCOLAIRE 1994-95 jusqu'à la satisfaction de nos revendications.

Soyons solidaires et unis.

ULAC LAKUL MA ULAC TAMAZIȚT

Alger le 29 août 1994
La Coordination Nationale du MCB

REACTIONS

**Mouvement
Pour la République
L'Algérie
solidaire**

La libération de Lounès Matoub, le grand artiste de la chanson nationale, kidnappé par les intégristes, est la victoire de tout un mouvement populaire solidaire et résolu dans sa marche vers la Démocratie.

C'est la solidarité, exprimée par tous les citoyens et toutes les citoyennes qui refusent la reddition devant la négation, la destruction et l'assassinat des meilleurs d'entre eux, qui a fait libérer Lounès Matoub et le rendre aux siens sain et sauf.

C'est l'Algérie libre et digne, sûre de son identité millénaire amazigh, qui avec tous ses enfants sincères a lutté et su résister pour que la démocratie et les libertés fondamentales soient érigées comme cadre d'expression de leur personnalité.

Cette solidarité et cette détermina-

tion à défendre les valeurs républicaines feront reculer la barbarie et la sauvagerie, l'intégrisme et le bradage de l'Algérie.

Face aux manœuvres collusives que propose le pouvoir, et dont la seule issue est le chaos, l'unique salut réside dans la résistance multiforme et déterminée pour une Algérie Républicaine et

Démocratique. La libération de Matoub en est une preuve.

Alger, le 11 octobre 1994
P/ Le MPR Le porte-parole
F.R.CHIKHI

MCB - Coordination nationale

Notre frère Lounès Matoub vient d'être libéré. Notre joie est immense de le revoir parmi nous sain et sauf comme nous n'avons jamais cessé de le croire et de l'exiger.

C'est là une victoire de notre mobilisation et de notre détermination par lesquelles nous avons su nous montrer fermes sans pour autant exposer notre emblème à l'irréparable.

Longue vie à Lounès !

Le MCB qui a su agir dans l'unité vient de faire reculer la terreur. Cet immense premier succès en appelle sûrement d'autres face au pouvoir qui persiste à nous dénier le droit à notre langue nationale et officielle Tamazight.

La lutte continue.

Coordination nationale du MCB

MCB - BEJAIA

**Matoub libéré
Bgayet danse**

Après la libération de Matoub Lounès, symbole emblématique de la chanson et du combat amazigh, la population de Bgayet est sortie spontanément exprimer sa joie.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les animateurs de la Coordination nationale du MCB s'adressent à des milliers de citoyens...

Il est 22h55. Ce sont des minutes inoubliables...

Coordination nationale du MCB
Bureau de Bgayet
Lundi 10 octobre 1994
Madjid Amokrane

Le président
Ferhat Mehenni

Le MCB en deuil

La tribune
du Républicain

En perdant l'un des artisans du Printemps amazigh de 1980 en la personne de Mustapha Bacha, le MCB est en deuil. Il appelle tous ses militants à lui rendre un vibrant hommage pour ne pas oublier tous les sacrifices que cet homme a consentis en faveur de la reconnaissance officielle de l'identité, de la langue et de la culture amazigh en Algérie.

Mustapha Bacha n'avait pas encore 24 ans qu'il était déjà l'un des leaders du soulèvement d'Avril 80.

Cette qualité lui était reconnue par ses camarades étudiants à la fac centrale (où il poursuivait des études en sciences économiques) pour ses dons d'orateur hors pair et son exceptionnel sens de l'organisation.

Il était déjà de ceux qui, tard dans la nuit du 6 avril 1980, avaient décidé de faire participer la communauté universitaire d'Alger à la marche organisée pour le lendemain. Elle devait aller de la Place du

avaient, pour la première fois, esquissé les contours de la revendication culturelle berbère dans le cadre national algérien. Il y défendait des thèses de gauche et de révolution sociale. Cette soif de justice sociale allait aussi, plus tard, l'amener vers le combat syndical.

Le 19 mai 1981, il sera de nouveau arrêté avec beaucoup d'autres militants d'Alger et de Bgayet. Il restera en prison, à El Harrach, jusqu'en 1982 après sa condamnation par un juge du Tribunal d'Alger du nom de Mme Aslaoui.

Le 20 avril 1988, il participa à une table ronde avec un certain nombre d'acteurs du Printemps amazigh et conclura comme la plupart des présents que « *si les divergences idéologiques nous ont jusqu'à présent éloignés les uns des autres, il est nécessaire que Tamazight nous réunisse aujourd'hui.* »

Une université fut décidée. Elle eut lieu à 15 km à l'est d'Azeffoun en août 88 et décida de l'urgence de créer une organisation politique du MCB. Mustapha Bacha était naturel-

actions où il joue un rôle de premier plan au niveau de l'organisation. Il en est ainsi particulièrement de la marche historique du 17 janvier 1994 où fut proclamée « la langue amazigh comme langue nationale et officielle en Algérie » et de celle du 20 avril dernier.

Méticuleux, pugnace, honnête, Mustapha Bacha aura donné tout à la cause amazigh que nous ne saurons l'oublier.

Par son combat en faveur de l'amazighité, il est parmi ceux qui ont évolué naturellement vers le combat national voire universel en faveur des valeurs de liberté, de tolérance, de courage et de sacrifice.

Mustapha Bacha restera vivant dans le cœur du MCB et des Algériens qui en font un symbole de probité et de dignité.

Il rejoint ainsi la chaîne ancestrale des bâtisseurs de Nations.

En sa personne, l'Algérie républicaine, celle de la justice sociale et des Droits de l'homme ; l'Algérie, fière de son amazighité, vient de perdre l'un de ses meilleurs enfants

CONFÉRENCE DE PRESSE
DE LA COORDINATION NATIONALE DU MCB
TIZI-OUZOU LE 15/11/94

Déclaration préliminaire

Le boycott de la rentrée scolaire et universitaire est entré dans son troisième mois. Bien qu'il nous semble préoccupé le pouvoir, ce mouvement n'a pas pourtant totalement abouti. En effet, à la place de la reconnaissance de la langue amazigh en tant que langue nationale et officielle, nous avons obtenu du pouvoir une reconnaissance de dette qui consacre le caractère légitime de nos revendications.

Malgré les tapis rouges que nous avons eu à dérouler devant lui pour une sortie royale de la crise, le pouvoir s'entête chaque fois un peu plus à s'enfoncer dans une impasse et par voie de conséquence, à compromettre l'avenir de l'Algérie républicaine et démocratique.

C'est ainsi que ni notre rencontre avec M. Le Premier Ministre, ni la lettre adressée au Président de l'Etat à la veille du 1er novembre n'ont été saisies comme des opportunités viables. En ce qui nous concerne, nous n'avons plus de preuves à donner sur notre crédibilité, notre bonne foi et notre disponibilité à faciliter le retour de nos enfants à l'école après réhabilitation pleine et entière de l'algérianité à travers cette partie essentielle de nous-mêmes qui est l'amazighité et que le pouvoir

s'obstine à dénier au peuple algérien.

Jusqu'ici, l'action pacifique du MCB a été gérée par ses militants dans de bonnes conditions, dans la mesure où les populations qui portent cette revendication ont démontré leur adhésion à une cause avec laquelle elles font corps.

Est-ce possible pour nous de contenir leur colère que nourrit chaque jour davantage le mépris du pouvoir à leur endroit ? Le pouvoir ne fait-il pas le jeu des terroristes en restant sur une position que ne peut défendre ni le droit, ni l'intérêt suprême de la nation ?

En tout état de cause, la trajectoire du MCB à travers ses actions qui font honneur à l'Algérie, fidèle à son combat séculaire pour la liberté, balise une histoire qui va nous mener nécessairement au succès. Il se refuse à emprunter les sentiers de l'échec.

Aujourd'hui, une fois de plus, nous avons su nous montrer à la hauteur de nos responsabilités à travers une action de trois jours de grève suivie par une grande partie du pays.

La cause du MCB gagne de plus en plus l'ensemble de l'Algérie et au-delà.

Pour justement la faire avancer, nous nous devons d'organiser un colloque maghrébin d'ici la fin de

l'année sur la langue amazigh à travers tout le Maghreb, cet édifice commun qui, à son tour, devra cesser ses errements identitaires et linguistiques pour mieux s'ancrer dans son histoire, sa géographie et acquérir la place qui lui revient de droit dans le monde.

Ce colloque fera appel à l'ensemble des militants, des universitaires et éventuellement des hommes politiques, œuvrant à la réhabilitation de notre identité commune et de notre langue amazigh aux côtés de tout ce dont l'histoire nous a enrichi sur le plan culturel. Il n'y aura aucune exclusion.

De même que notre attachement aux Droits de l'Homme nous impose de marquer comme il se doit la journée internationale des Droits de l'Homme par une marche nationale à Alger.

En dernier lieu, nous tenons à réitérer notre totale disponibilité à œuvrer pour trouver les voies et moyens à même de satisfaire notre revendication linguistique et à permettre à deux millions d'élèves de retrouver les bancs de l'école, une école où ils ne se sentiront plus étrangers.

Tizi-Ouzou le 15/11/94

activistes venus d'autres régions. C'est ainsi qu'une initiative est engagée en vue de recueillir, seuls, les rénes du C'est cela le plus important et c'est encore cela le plus difficile.

L'eau Lala Khedidja ne coule plus !...

De nombreux lecteurs, clients de l'entreprise d'eau minérale Lala Khedidja, nous ont appris qu'ils ne sont plus fournis en eau minérale.

Nous nous sommes alors rapprochés de ladite entreprise pour de plus amples informations. « Le débit a sérieusement chuté et cela risquerait de durer... » affirme le directeur. Incroyable ! Une eau qui a été appréciée par les consommateurs à travers tout le territoire national vient, subitement et sans crier gare, à manquer, et l'ETK n'a même pas jugé utile d'informer sa nombreuse clientèle.

A la veille de l'entrée de l'Algérie dans l'économie de marché ce genre de négligence n'est pas tolérable.

Il y va de la crédibilité des entreprises publiques.

RPN Indignation suite à l'assassinat de Mme Labou Saadia

Le Rassemblement Patriotique National (RPN) se déclare indigné, le lâche assassinat de Mme Labou Saadia de samedi 12 novembre 1994.

Le rassemblement patriotique national est une fois de plus choqué par cet ignoble crime qui a visé une citoyenne dont le seul tort est de servir son pays.

Le rassemblement patriotique national RPN témoigne sa totale solidarité et son soutien à la famille de la victime et lui présente ses plus sincères condoléances.

P/Le RPN.CPCN
Mme Khier

CONDOLÉANCES

L'ensemble du personnel du journal *Le Pays* profondément affligé par le décès de Mme Labou Saadia, lâchement assassinée, présente à sa famille ses sincères condoléances et l'assurance de sa sympathie

Bibliographie

Bibliographie

Ouvrages :

- AIT LARBI Arezki, Ouvrage collectif coordonné par « *Avril 80, insurgés et officiels du pouvoir racontent le printemps Berbère* » Ed, koukou 2010 p 122.
- Alain Mahé, *la révolte des anciens et des modernes ou de la tribu à la commune dans la kabylie contemporaine*, paru dans « *tribus et Etat dans le monde arabe* », paris, Armand Colin, pp, 201- 235, 2004.
- **Anne-Sophie** Fournier-Plamondon et **Jules** Racine-Saint-Jacques, « (Re)Constituer la trajectoire », *Conserveries mémorielles* [En ligne], # 15 | 2014, mis en ligne le 09 mai 2014, consulté le 05 mars 2017.
- BELHIMER Ouidir, *Approche anthropologique de l'engagement militant des acteurs du Printemps Berbère de 1980*, université de Tizi ouzou.
- BENHAMZA Houcine, *L'Algérie Assassiné*, Ed INAS, Alger 2008
- Chaker Salem, *Imazighen Ass-a*, Paris, ED Bouchène,
- Chaker Salem, *La question berbère dans l'Algérie indépendante : la fracture inévitable ?* In: *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, N°65, 1992
- Camille Lacoste-Dujardin, *Géographie culturelle et géopolitique en Kabylie: La révolte de la jeunesse kabyle pour une Algérie démocratique*.
- DIRECHE-SLIMANI karima, *le mouvement des âarchs en Algérie : pour une alternative démocratique autonome ?* p 185 à 187.
- Eric Agrikoliansky, *Carrières militantes, et vocation à la morale : Les militants de la ligue des droits de l'homme dans les années 80*, *Revue française de science politique*, 51e année, n°1-2, 2001.
- Erik Neveu, *La sociologie des mouvements sociaux*, Ed la Découverte, paris, 2011.
- Gey ROCHER, *introduction à la sociologie générale : le changement social*, HMH, Ltée, 1968.
- Guenoum Ali, *Chronologie du mouvement berbère, un combat et des hommes*, Ed Casbah, Alger, 1999.
- Hichem Hacherouf, « *Le mouvement associatif en milieu rural. Le cas de la wilaya de Bejaia* », *Insaniyat / إنسانيات*, 49 | 2010

- Ilikoud Ouali, FFS et RCD : « *partis nationaux ou partis kabyles ?* » In *revue du monde musulman et de la méditerranée : les partis politiques dans le monde arabe* : tome 2, pp 163-182.

- Jean-René Tréanton, *Le concept de « carrière »*, Revue française de sociologie Année 1960 Volume 1 Numéro 1 pp. 73-80.

- Jean PENEFF, *La méthode biographique*, Armand Colin, Paris, 1990.

- LACOST-DUJARDIN camille, *Grande Kabylie : Du danger des traductions montagnardes*, La Découverte/ Hérodote 2002

- LAHIRE Bernard, *Portraits sociologiques : Dispositions et variations individuelles*, Armand Colin, Paris, 2005

- LAHOUARI addi, « *Les partis politiques en Algérie* », Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée, 111-112 | 2006. Ed Papier, paris.

- Laurence Thieux, « *Le secteur associatif en Algérie : la difficile émergence d'un espace de contestation politique* », L'Année du Maghreb, V | 2009

- Le Saout dédié, *Les émeutes en perspective*, In *Émeutes et mouvement sociaux au Maghreb, perspective comparé*, ouvrage collectif, Kartala- Institut Maghreb Europe, 1999, pp 09-15

- MAHE Alain, *Histoire de la grande Kabylie XIX^e XX^e siècle*, Anthropologie historique de lien social dans le comité villageois, 2eme édition bouchène, 2006.

- Madeleine GRAWITZ, *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, 2001

- Maxime Ait kaki, *Les Etats du Maghreb face aux revendications berbères* In: *Politique étrangère* N°12003 - 68e année pp. 103-118.

- MOHAMED Brahim Salhi, « *Le local en contestation : citoyenneté en construction. Le cas de la Kabylie* », *Insaniyat / إنسانيات*, 16 | 2002, mis en ligne le 10 juillet 2012, consulté le 28 mai 2014.
- Mohamed Brahim Salhi, « *Modernisation et retraditionalisation à travers les champs associatif et politique : le cas de la Kabylie* », *Insaniyat / إنسانيات*, 8 | 1999.
- Monbeig Pierre, *Une opposition politique dans l'impasse. Le FFS de Hocine Aït-Ahmed*. In: *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, N°65, 1992. pp. 125-140. doi : 10.3406/remmm.1992.1560.
- Omar Derras, « *Le fait associatif en Algérie. Le cas d ' Oran* », *Insaniyat / إنسانيات*, 8 | 1999
- Ould Fella, CRASC, *Enquête monographique sur le village en Kabylie. Institutions kabyles et dynamiques politiques récentes*. Rapport final juin 2014.
- René Gallissot, « *Mouvements associatifs et mouvement social : le rapport Etat / société dans l'histoire maghrébine* », *Insaniyat / إنسانيات*, 8 | 1999
- لرابي سمير, *الحركة الشعبية لمنطقة القبائل 2001 من اعمال الشغب الى التنظيم السياسي*, جامعة الجزائر 2012

Articles :

- Dictionnaire de sociologie, le Robert, Seuil, Paris, 1999
- Dictionnaire de sociologie, Seuil Robert, Paris, 1999,
- Les partis politiques en Algérie et la crise du régime des « grands électeurs » Lahouari Addi, Le Quotidien d'Oran, 12-15 octobre 2003.
- Raymond BOUDON, Philippe BESSARD, Mohamed CHERKAOUI, Bernard Pierre LECUYER, *Dictionnaire de la sociologie*.
- *Qu'est-ce qu'être citoyen d'un village dans la Kabylie contemporaine* Résidents et immigrés en tant que membre, contribuable et citoyen de leur village In Du civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, (C. M. Berger, D. Cefaï, C. Gayet-Viaud, eds), Berne, Ed. Peter Lang, pp. 469-501, 2010.

Sites électroniques :

- <http://base.afrique-gouvernance.net>
- <http://cm.revues.org/1740>